

Marchés Le Nikkei, l'indice phare de la Bourse japonaise, a décroché de 11,41 % jeudi 16 octobre

Effrayées par la récession, les Bourses rechutent

Après le répit observé à la suite de l'adoption des plans de sauvetage bancaire, les Bourses du monde entier, hantées par la peur d'une récession économique sévère et généralisée, plongent à nouveau. Jeudi 16 octobre, l'indice Nikkei a fini sur un recul historique de 11,41 %, après un plongeon de 7,87 % la veille à Wall Street, la pire performance depuis vingt et un ans.

Les autres places asiatiques décrochaient aussi, jeudi matin, Hongkong perdait 8,49 %, Séoul 9,4 %, Shanghai 4,25 % et Sydney 6,67 %. En Europe, les places de Paris, Londres et Francfort, reculaient de plus de 5 % lors des premières transactions, après avoir terminé mercredi sur des baisses respectives de 6,82 %, 7,16 %, et 6,49 %.

L'effet positif des mesures prises pour sauver le système bancaire et pour débloquent les marchés du crédit à court terme a été bref. Les investisseurs sont convaincus que la crise financière s'est déjà diffusée à l'économie réelle affectant en premier lieu les Etats-Unis, première puissance économique mondiale.

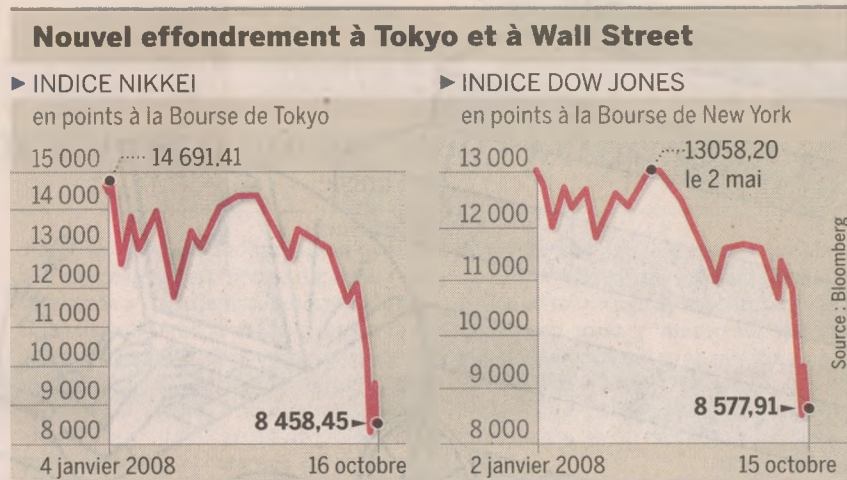
Le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Ben Bernanke, a renforcé ces

craintes en indiquant, mercredi, lors d'un discours à l'Economic Club de New York que la crise des marchés du crédit représentait « une menace importante » pour l'économie américaine. « La stabilisation des marchés financiers est une première étape cruciale, mais même si ceux-ci se stabilisent comme nous l'espérons, la reprise de l'activité économique au sens large n'arrivera pas tout de suite », a dit M. Bernanke. « L'activité économique avait déjà ralenti avant l'intensification récente de la crise », a souligné le président de Fed.

Baisse de la consommation

Le même jour, le vice-président de la Fed, Donald Kohn, a accentué le trait évoquant une possible baisse de la consommation des ménages. Faute d'obtenir un crédit, affectées par la montée du chômage « les dépenses de consommation ont baissé de juin à août, et sont en passe de reculer pour l'ensemble du troisième trimestre, ce qui marquerait une baisse trimestrielle pour la première fois depuis 1991 », s'inquiète M. Kohn.

Pour les investisseurs, s'il se confirme, ce pronostic serait redoutable. La consommation représente plus des deux tiers du



produit intérieur brut aux Etats-Unis. Surtout, le consommateur américain est un moteur pour l'économie mondiale. Si les dépenses des ménages s'essouffent, les importations américaines reculeront grippant les échanges mondiaux avec les pays d'Europe, d'Asie ou d'Amérique latine.

Les signaux virent déjà au rouge. Mercredi les investisseurs ont appris que les

ventes de détail aux Etats-Unis avaient reculé en septembre de 1,2 % par rapport au mois d'août. Pour eux cette baisse est non seulement plus importante que prévue mais elle intervient au moment de la rentrée des classes, une saison habituellement très propice aux achats.

Selon la présidente de la Réserve fédérale de San Francisco, Janet Yellen, réputée pour sa modération, l'économie améri-

caine « semble en récession ». Les investisseurs sont, eux, bien plus pessimistes. Selon un sondage de Merrill Lynch cité par *Les Echos* du 16 octobre, sept investisseurs sur dix estiment que c'est toute l'économie mondiale qui est en récession. Ils n'étaient « que » 44 % à le croire en septembre.

Mauvais coup supplémentaire pour la croissance économique, les taux d'intérêt à long terme s'orientent à la hausse. Les opérateurs anticipent un afflux d'emprunts d'Etat lié aux mesures de sauvetage des banques.

« Les investisseurs sont tétanisés, ils ne veulent plus acheter de l'espoir, ils veulent des preuves tangibles d'amélioration », résume Vincent Treulet, responsable de la stratégie actions chez Natixis. Compte tenu de l'incertitude sur l'avenir économique et sur la santé des banques, les opérateurs rechignent à prendre le moindre risque d'investissement. « Vous n'avez pas besoin de monter dans un train qui peut s'écraser brutalement n'importe quand », insiste Clifford Bennett, économiste en chef chez Sonray Capital Markets interrogé par l'AFP. ■

Après l'exubérance, un pessimisme « irrationnel » ?

ON AIMERAIT pouvoir se dire qu'après avoir fait preuve « d'exubérance irrationnelle », selon la formule d'Alan Greenspan, l'ancien président de la Réserve fédérale, les marchés boursiers affichent aujourd'hui « un pessimisme irrationnel ».

Après tout, les taux d'intérêt sont extrêmement bas, le commerce mondial resté dynamique, les

Mais voilà, les investisseurs anticipent, et c'est le pire qu'ils anticipent. Le plongeon actuel des indices signifie qu'à leurs yeux, les prévisions officielles selon lesquelles la croissance sera nulle dans les pays du G7 en 2009 sont encore bien trop optimistes.

Leur scénario est celui d'une récession dure dans les grands pays industrialisés, une longue période de déflation, avec une consommation des ménages qui s'effondre, des prix de l'immobilier qui plongent, un chômage qui s'envole, des profits qui se volatilisent, des exportations qui s'écroulent. Avec à la clef d'énormes problèmes économiques, politiques et sociaux en Chine.

Il faut seulement espérer que les Bourses se trompent. En gardant quand même deux chiffres en tête. L'indice Dow Jones ne retrouva ses niveaux de septembre 1929 qu'en 1954. L'indice Nikkei, à Tokyo, vaut aujourd'hui 8 500 points, contre 40 000 points fin 1989. ■

Eclairage

Pierre-Antoine Delhommais

Etats ont pris des mesures fortes pour sauver les systèmes bancaires et les menaces inflationnistes s'envolent avec le plongeon des prix des matières premières.

Dans ces conditions, il peut sembler absurde de voir les indices boursiers des places occidentales retrouver les niveaux qu'ils avaient il y a dix ans, de constater que General Electric vaut moins en Bourse qu'en 1998.

Les Européens appellent à un nouveau Bretton Woods

BRUXELLES

ENVOYÉ SPÉCIAL

Réunis mercredi 15 octobre à Bruxelles, les Européens ont voulu pousser leur avantage face aux Américains en appelant à une refondation du système financier mondial. « *L'Europe ne laissera pas cette crise sans conséquence* », a affirmé Nicolas Sarkozy dans la soirée. Le président en exercice de l'Union européenne (UE) a proposé, au nom des Vingt-Sept, que soit créé un nouveau Bretton Woods. Le chef de l'Etat français a proposé « *un sommet international avant la fin de l'année, à New York, là où tout a commencé* ». Avec le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, il portera les propositions européennes, samedi 18 octobre, au président américain George Bush, à Camp David.

M. Bush n'a toujours pas accepté un tel sommet, qui réunirait côté américain l'administration sortante et le président élu en novembre ainsi que les dirigeants des principales économies du monde, y compris les puissances émergentes comme la Chine et l'Inde. Le volontarisme de M. Sarkozy est soutenu par M. Barroso, la chancelière allemande Angela Merkel, qui a appelé de ses vœux une telle réunion, et le

premier ministre britannique, Gordon Brown.

Ce dernier a souhaité que des propositions précises soient faites avant les sessions du printemps 2009 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international sur les sujets suivants : transparence et régulation des marchés, gestion des risques par les établissements financiers, etc. « *Le FMI doit être reconstruit pour l'adapter au monde moderne* », a assuré M. Brown.

Mercredi, les Vingt-Sept ont approuvé le plan de sauvetage bancaire concocté dimanche au niveau de la zone euro et avec les Britanniques. M. Sarkozy estime que l'Europe a désormais une « doctrine » claire. La modification des règles comptables bancaires, qui évite d'accentuer les pertes en cas de chute des marchés, a été approuvée définitivement. Une cellule de crise européenne, composée des dirigeants des institutions européennes, devrait permettre de réagir en cas de crise transeuropéenne.

Mais il n'a pas été possible de créer un superviseur bancaire européen, comme le demandent les Belges, de nombreux pays restant attachés à leurs prérogatives. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Le secteur américain des fonds spéculatifs est fortement affecté

Un millier de hedge funds, trop faiblement capitalisés, pourraient disparaître. Mais ces sociétés réagissent et reconsidèrent leur politique d'investissement

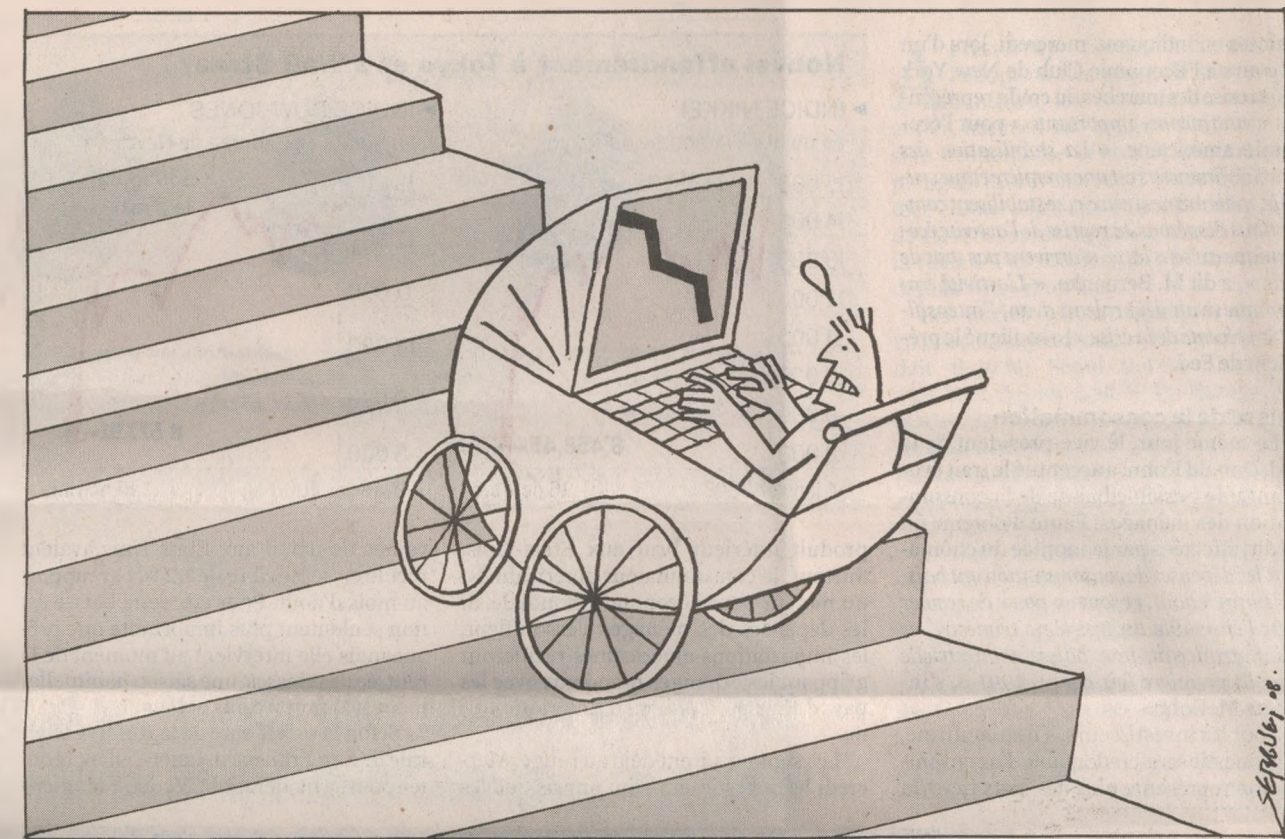
NEW YORK
ENVOYÉ SPÉCIAL

Ils défiaient l'Amérique avec leur argent vite gagné et aussi vite dépensé. Ils étaient les rois de Wall Street. Mais le krach est passé par là. La réalité est dure, très dure pour les hedge funds, mots magiques il y a peu. Le « septembre noir » 2008 a traumatisé les fonds spéculatifs. « *La situation est sans précédent. C'est la première fois que je vois un portefeuille diversifié de hedge funds subir des pertes aussi considérables* », déclare Antoine Bernheim, président de Dome Capital Management et vétéran d'une industrie aujourd'hui montrée du doigt, traumatisée.

Pour le troisième mois consécutif, l'indice Morningstar 1 000 Hedge Fund est tombé de 7,8 % en septembre, soit deux fois la baisse record enregistrée en août. Un millier de sociétés, trop faiblement capitalisées pour survivre et exposées aux sorties de capitaux, seraient menacées de disparition. Même les stratégies d'investissement jusque-là porteuses – l'évolution macroéconomique mondiale, la vente et l'achat simultané d'actions ou l'arbitrage d'obligations convertibles – sont entrées dans une période de volatilité extrême et d'incertitude absolue.

Et, de New York à Chicago, en passant par Greenwich, Londres et Genève, les fonds spéculatifs américains procèdent à un réexamen de leur politique d'investissement, voire à un examen de conscience.

Les gérants réagissent en réduisant de manière drastique leur exposition aux marchés d'actions où les pertes encourues avaient été substantielles. Les ventes massives des hedge funds ont d'ailleurs accéléré la dégringolade des Bourses au cours de la semaine dernière. Les professionnels des paris financiers optent aujourd'hui pour des investissements liquides à court terme et à faible rende-



ment. Ils placent les capitaux confiés par leurs clients, privés comme institutionnels, dans les bons du Trésor américain ou les sicav monétaires aujourd'hui garanties par le gouvernement des États-Unis. Ils privilégient également les sociétés fiduciaires dont la prudence est légendaire. « *Les facteurs d'incertitude sont tels que personne n'ose un pronostic. En attendant des jours meilleurs, l'attentisme des hedge funds est manifeste* », explique David Kostin, analyste du secteur chez Goldman Sachs.

Autre conséquence de ce cataclysme, la baisse de l'effet de levier, les taux d'endettement qui atteignaient jusqu'à quatre ou cinq fois la mise sont ramenés à deux fois maximum. L'essor des hedge funds au cours des dix dernières années a été bâti sur l'argent bon marché et le robinet grand ouvert du crédit bancaire. Les

réticences des investisseurs pour le risque et la baisse des prêts des banques les contraignent de nos jours à réduire la voilure. La faillite de Lehman Brothers, l'un des « prime brokers » les plus populaires pour réaliser leurs transactions, force bon nombre de hedge funds à rentrer de la toile.

Des créatures darwiniennes

Enfin, le serrement de vis réglementaire bouleverse les techniques d'investissement. Le 10 octobre, la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de Wall Street, a certes à nouveau autorisé les ventes à découvert sur les valeurs financières. Mais les restrictions demeurent sur les formes les plus agressives de ces opérations spéculatives. Le secrétaire au Trésor américain, Henry Paulson, qui entend mettre au pas ces professionnels

puissants et opaques, a confié en privé : « *Il faut tuer les hedge funds les plus sales et réglementer les autres.* »

« *Les liquidités mises à l'abri devraient permettre aux hedge funds de bénéficier des opportunités inespérées dès que l'orage se sera éloigné* » : pour M. Bernheim, les fonds spéculatifs sont des créatures darwiniennes qui s'ajusteront très facilement à la nouvelle donne. Ainsi, pour contourner les nouvelles réglementations, les spéculateurs misent sur les transactions de gré à gré sur les produits dérivés des valeurs financières.

Dans l'avenir, ces flibustiers entendent également tirer profit de la sous-évaluation des banques et des compagnies d'assurances au cœur du cyclone. A Wall Street, le malheur des uns fait toujours le bonheur des autres. ■

MARC ROCHE

Le musée financier de Wall Street collectionne déjà les souvenirs du krach

L'histoire de Wall Street se déroule à la vitesse du « ticker », le serpent des cotations boursières. Le musée de la finance américaine est déjà parti en quête des souvenirs de la crise financière de 2008. « *J'envisage d'exposer la photo d'une maison saisie, d'une publicité de Bear Stearns et d'un document d'octroi d'un crédit hypothécaire subprime* », déclare le conservateur de cette institution, sise au 48 Wall Street.

La manchette du *Wall Street Journal* du 16 septembre, au lendemain de l'effondrement de Lehman Brothers, doit rejoindre en vitrine celles de 1929 et de 1987. Pas question, en revanche, d'ajouter le drapeau rouge brandi à l'entrée du bâtiment par un colosse hurlant, « Marx avait raison ». Ni le carton sur lequel un clochard a inscrit « bail me out » (sauvez-moi, allu-

sion au plan Paulson d'aide aux banques). Ça ferait l'effet d'un « vent » dans une assemblée de banquiers. Déplorable.

Le mémorialiste de la place financière phare de la planète tend la main aux 30 000 à 40 000 opérateurs qui devraient perdre leur emploi. « *Le musée a besoin de volontaires pour former les écoliers à la culture financière. La satisfaction tirée de ce travail sera immense.* »

« Rien ne sera plus comme avant »

La presse est la proie d'une paranoïa collective. Les journalistes qui défilent au Museum of American Finance posent tous la même question à notre interlocuteur : « *Hank Paulson est-il le secrétaire au Trésor le plus puissant de l'histoire américaine ?* » « *Personne ne se souvient du nom des grands argentiers, glisse-t-il. Comme le*

métier de banquier, il s'agit d'un job anonyme. Gardons notre sang froid, s'il vous plaît ! »

Wall Street suinte la crise. Les files devant le McDonald's ne cessent de s'allonger, plongeant dans le désespoir les traders pressés du New York Stock Exchange aisément reconnaissables à leurs vestes de couleur. Le garde de sécurité surveillant le chantier de l'ancien siège de JPMorgan amène aujourd'hui ses sandwiches au travail au lieu d'aller déjeuner à la cantine. « *Ma femme me prépare deux tartines recouvertes de beurre de cacahuète et de gelée. Avec une banane, ça coûte 1 ou 2 dollars maximum. C'est toujours cela de gagné.* »

Chez le concessionnaire Mercedes, la liste d'attente de plusieurs mois a pratiquement disparu. Au moins les bretelles rouges, la cravate jaune et la chemise

blanche amidonnée, symboles de ce sanctuaire du capitalisme américain, résistent au ressac.

Trouver une table au célèbre Harry's Café d'Hannover Square est devenu un jeu d'enfant. « *Rien ne sera plus comme avant. La crise a sonné le glas d'une époque unique, celle de la dépense avec insouciance. Je croyais que ça allait durer toujours* », commente, avec un sourire à la Fernandel et un irrésistible accent grec, le propriétaire, Harry Poulakakos. Le cigarillo bon marché ne quitte jamais les lèvres du maître des lieux : « *Les Davidoff sont trop chers pour moi.* » Qu'en penserait Kipling, qui avait affirmé qu'« *une femme est seulement une femme, mais un bon cigare, c'est quelque chose de plus* ».

M. R.

(NEW YORK, ENVOYÉ SPÉCIAL)

LE JOUR
LE PLUS LONG
DE LA CROISIÈRE

5% de réduction sur
votre croisière

Rendez-vous dans votre agence de voyages

Du 17 au 18 octobre 2008

Organisé par France-Ferries et Croisières
l'association des compagnies maritimes, fluviales et de ferries.

Patrimoine : les plus riches soldent leurs placements à la hâte

LA CRISE financière affole les petits épargnants. Mais aussi les riches, et même les très riches. « Certains se sont dit qu'il fallait sauver ce qui pouvait l'être et nous ont demandé de tout vendre », confie Marine Fetrossi, gérante chez Cogefi. Contrats d'assurance vie, actions ont été soldés dans la précipitation.

« Certains clients avisés comme des gérants de hedge funds [fonds spéculatifs] ont eu des comportements irrationnels », atteste Christophe Burtin, directeur général chez Bordier et Cie, une banque spécialisée dans la gestion de patrimoine. Les gérants de Bordier relatent la mésaventure d'un de leurs clients ayant demandé au concierge d'un grand hôtel un coffre fort pour y placer le collier de sa compagne. Impossible ! Les coffres avaient tous été assaillis par des particuliers à la recherche d'un lieu sûr pour y placer leur épargne devenue liquide.

A la Financière de Champlain, Jean-François Descaves, directeur, juge que « les investisseurs ont cédé à la panique et ont vendu sans discernement ». Certains fonds spécialisés dans les valeurs de développement durable qui auraient dû résister à la crise ont perdu de leur valeur, parfois jusqu'à 40 %.

Limitier les dégâts

Du coup, les investisseurs que la crise n'a pas échaudés se demandent s'il n'est pas temps de profiter de la baisse pour faire son marché. Un peu sur le modèle de Warren Buffett, l'homme d'affaires américain le plus riche du monde, qui multiplie en ce moment « les coups » en Bourse.

Nombre de gérants de patrimoine affirment avoir limité les dégâts. « Les scénarios catastrophe étaient sur la table depuis 2007. Alors les trois quarts de nos actifs étaient en sicav monétaires. On a

mis un orteil dans les marchés d'actions un peu avant la crise et on le regrette. Mais dans l'ensemble nos clients s'en sortent avec une perte moyenne de 10 %, parfois 15 % ou 16 % pour un plan d'épargne en actions (PEA) », assure François-Xavier Serraz, directeur de la gestion privée, à la banque d'Orsay.

Arnaud de Dumast, directeur de la gestion chez Neufilze OBC, ne cite pas de chiffre. « Les pertes sont fonction des portefeuilles et des profils de risque ». Les frileux qui privilégiaient les obligations s'en sortent sans trop de casse. D'autres, tentés par « la gestion alternative », à savoir les investissements risqués reposant sur un effet de levier, ont pu encaisser des pertes plus importantes. Dans l'ensemble, la catastrophe aurait été contenue : « Les hausses des prix des matières premières et de l'énergie nous avaient déjà amenés à réduire nos volumes en actions depuis un an. »

Ces gérants affirment avoir manifesté une grande prudence vis-à-vis des produits financiers trop sophistiqués. « Quand vous voyez que des gens doivent arriver à sept pour vous expliquer un produit financier », indique M. de Dumast, « on n'achète pas ». Idem à la banque d'Orsay : « Le produit garanti sans risque à 8 % mais trop compliqué à expliquer, on s'est toujours méfié », explique M. Serraz.

Maintenant, quel peut être l'avenir ? Dans tous les cas, les gérants de patrimoine recommandent le calme. Pour M. Serraz, les valeurs non cycliques – donc à l'abri de la récession qui s'annonce – seront privilégiées. Pour M. Descaves, de la Financière de Champlain, les entreprises chargées de la gestion de l'eau, des déchets, de l'air « devraient refaire le chemin assez rapidement ». ■

CLAIRE GATINOIS ET YVES MAMOU

PÉTROLE**Le baril de brent passe sous la barre des 68 dollars**

Le cours du baril de brent de la Mer du Nord est passé sous la barre des 68 dollars à Londres, jeudi 16 octobre au matin, à 67,50 dollars : il s'agit du niveau le plus bas depuis le 1^{er} juin 2007. Le prix du baril de brent de la Mer du Nord avait atteint un record historique le 11 juillet, à 147,50 dollars.

AÉRONAUTIQUE**Airbus suspend la montée en cadence de sa production d'A320**

Face au ralentissement économique mondial et à la crise financière qui affectent la santé des compagnies aériennes, le constructeur aéronautique Airbus a renoncé, mercredi 15 octobre, à son objectif de faire sortir chaque mois, en 2010, 40 appareils de la famille des moyen-courriers A320.

La filiale du groupe EADS laisse inchangé les cadences à 36 avions, tout en se réservant la possibilité de les augmenter en 2009 si la situation du marché s'améliore. Cette gamme d'avions de 100 à 200 sièges (A318, A319, A320, et A321) représente 70 % de ses ventes.

CONJONCTURE**Les créations d'entreprises en France sont en léger recul**

Selon les données corrigées des variations saisonnières publiées par l'Insee jeudi 16 octobre, le nombre de créations d'entreprises a reculé, en France, de 2,8 % en septembre par rapport au mois d'août, après s'être déjà replié de 0,2 % le mois précédent.

TRANSPORTS**Augmentation des faillites chez les transporteurs routiers**

Les faillites dans le transport routier ont augmenté de 82 % sur neuf mois, a indiqué, jeudi 16 octobre, la Fédération nationale du transport routier (FNTR). Le nombre d'entreprises contraintes au dépôt de bilan au troisième trimestre est de 348. Un chiffre inférieur aux 721 dépôts de bilans enregistrés au cours du deuxième trimestre qui s'explique, selon la FNTR, par la fermeture des tribunaux de commerce au mois d'août. Par rapport au troisième trimestre 2007, le nombre de défaillances est en hausse de 63 %.

FINANCE**La BCE soutient la banque centrale hongroise**

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé, jeudi 16 octobre, qu'elle allait prêter jusqu'à 5 milliards d'euros à la banque centrale hongroise (MNB).

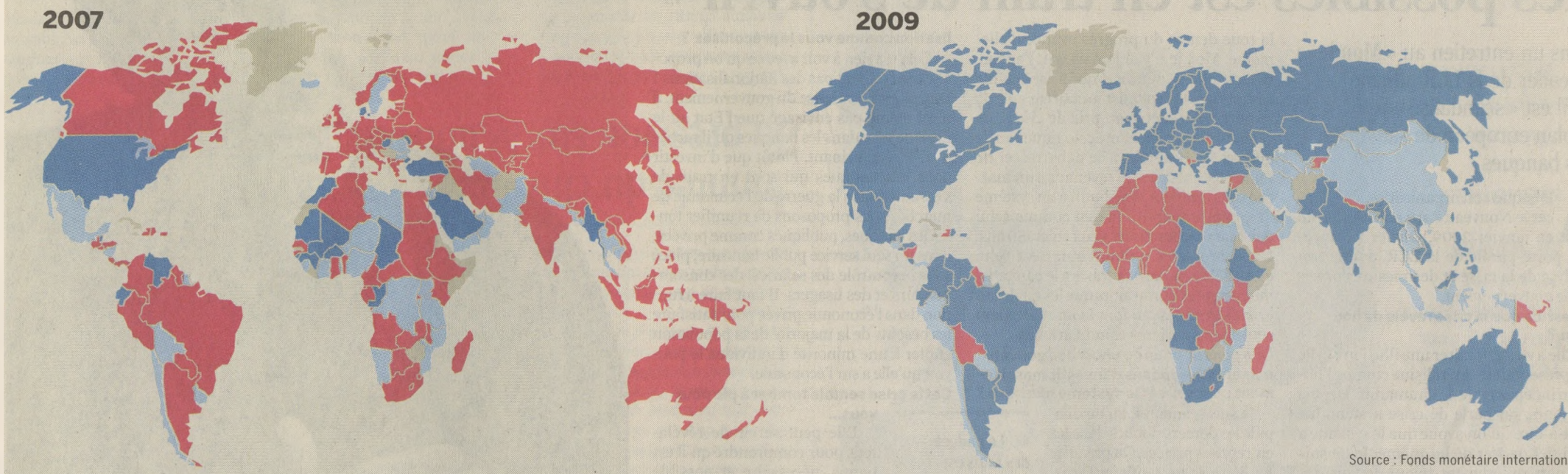
ASSURANCE**Les dirigeants d'AIG dépensent sans compter**

Une poignée de hauts dirigeants d'AIG, l'assureur américain qui a obtenu 85 milliards de dollars (63,23 milliards d'euros) de renflouement public en septembre, ont dépensé des milliers de dollars pour un voyage de chasse à courre en Angleterre, alors que la compagnie demandait une rallonge de prêts publics de 37,8 milliards de dollars (28,12 milliards d'euros) à la Réserve fédérale. En septembre, quelques jours après l'octroi du prêt du gouvernement, les meilleurs commerciaux d'AIG ont passé des vacances fastueuses aux frais de la compagnie en Californie, au prix de 440 000 dollars (327 322 euros) la semaine.

L'économie mondiale est en train de ralentir fortement

Taux de croissance du PIB de chaque pays pour 2007 et 2009 comparés à la moyenne de la croissance 2003-2008

■ Au-dessus de la croissance moyenne ■ Plus de 20 % en dessous de la croissance moyenne ■ De 0 à 20 % en dessous de la croissance moyenne ■ Données non communiquées



Source : Fonds monétaire international

Les pays en développement sont, eux aussi, frappés de langueur. Seule l'Afrique demeure dynamique

Ce n'est pas un fantasme de bourgeois : l'économie mondiale décélère fortement, comme le confirment les dernières statistiques du Fonds monétaire international (FMI) : + 5,1 en 2006, + 5 % en 2007, + 3,9 % en 2008 et + 3 % prévus en 2009. La crise financière qui s'est déclarée sur le marché américain

des prêts hypothécaires à risque en août 2007 est passée par là, contaminant l'économie réelle des pays avancés comme celle des pays en développement.

Comme l'a déclaré à plusieurs reprises Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, aucun pays ne sera à l'abri du refroidissement en cours, car la mondialisation a rendu les économies dépendantes les unes des autres. Même les formidables croissances chinoise et indienne ont commencé à pâtir du déclin de la demande américaine et du renchérissement des prix des matières premières.

La juxtaposition des deux cartes ci-des-

sus élaborées par le FMI souligne le violent retournement conjoncturel qui est à l'œuvre. Les pays coloriés en rouge enregistrent une accélération de leur croissance par rapport à leur moyenne 2003-2008. Les pays coloriés en bleu foncé ou bleu pâle réalisent une croissance inférieure à cette moyenne.

En 2007, la décélération n'affectait vraiment que les Etats-Unis, où la bulle immobilière venait d'éclater, et certains Etats d'Afrique subsaharienne. En 2009, le panorama sera bouleversé : le refroidissement gagnera le monde entier et seuls continueront à accélérer la plus grande

partie de l'Afrique et de rares pays d'Amérique latine (Bolivie) ou d'Asie (Népal).

Mais il ne faut pas confondre refroidissement et récession. Par exemple, la Chine connaît, certes, une baisse importante de régime, sa croissance tombant de + 11,9 % en 2007 à + 9,3 % en 2009, mais un tel pourcentage enchanterait les dirigeants de tous les pays du monde...

A l'opposé, accélération ne veut pas dire développement hors norme. Ainsi, l'Afrique subsaharienne fait-elle bien preuve d'une étonnante résilience (+ 6,9 % en 2007, + 6,1 % en 2008 et + 6,3 % en 2009) à cause de ses robustes

exportations de matières premières et en raison de son absence d'exposition aux turbulences des marchés financiers des pays avancés. Elle sera même le seul continent à faire mieux en 2009 qu'en 2008.

Reste que le phénomène ne concerne pas toute l'Afrique. Le Soudan, l'Éthiopie, le Tchad, l'Angola ou l'Afrique du Sud notamment connaîtront, au mieux, des passages à vide ou, au pire, les prémices d'une vraie récession.

En attendant une très lente reprise annoncée aux Etats-Unis par le FMI pour la deuxième moitié de 2009 seulement. ■

ALAIN FAUJAS

Accusés d'avoir accentué les désordres financiers, les paradis fiscaux sont dans le collimateur des Etats

LA CRISE financière mondiale va-t-elle servir la lutte contre les paradis fiscaux ? Dans un discours choc et intransigeant, mercredi 15 octobre, à Bruxelles, le chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, a appelé à « l'élimination des zones d'ombres » de la finance mondiale, qui « compromettent les efforts de coordination » des Etats. « Cette crise est la crise de trop », a martelé M. Sarkozy, devant les chefs d'Etat et de gouvernement réunis pour un Conseil européen de deux jours consacré à la crise, « il faut refonder le système et la refondation doit être globale », a-t-il précisé.

« Des trous noirs comme les centres offshore ne doivent plus exister, avait déclaré le premier ministre François Fillon, la veille, à l'Assemblée nationale, leur disparition doit prélude à une refondation du système financier. »

Ces déclarations, soutenues par l'Allemagne, font monter la pression internationale, en faveur d'une surveillance des centres financiers offshore. Il s'agit de faire entrer dans le champ de la régulation ces pavillons de complaisance de la finance, opaques et qui ont pour caractéristiques communes de n'avoir ni fiscalité ni réglementation mais un secret bancaire absolu.

Ces centres font courir un risque systémique à la planète. Ils abriteraient, en effet, selon l'estimation de l'ONG Transparency International (TI), « 400 banques, deux tiers des 2 000 fonds spéculatifs et deux millions de sociétés écrans, représentant 10 000 milliards de dollars (7 400 milliards d'euros) d'actifs financiers ! »

Les Européens ont obtenu une première victoire, mercredi, avec

la publication d'un communiqué du G8, pour la première fois favorable à la tenue d'un sommet sur le sujet, « dans un avenir proche ». Outre la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et la Russie, le Groupe des huit nations les plus riches inclut les Etats-Unis et le Royaume-Uni, jusqu'ici réticents.

Opportunité historique

Parce qu'ils possèdent de tels de pavillons ou entretiennent des échanges avec les paradis fiscaux, de nombreux pays dans le monde ont jusqu'à présent privilégié la coopération plutôt que la répression. Mais les temps changent.

La crise financière a fait émerger la nécessité de mieux réguler le système financier mondial, et d'accroître les obligations de transparence, pour tous les acteurs. Les rumeurs de faillite de fonds spéculatifs fragilisés par le krach boursier rendent ces réformes plus urgentes encore. Pour l'OCDE, la dérégulation des paradis fiscaux a contribué au développement de produits financiers exotiques à l'origine de la crise planétaire.

Sur le plan politique, le changement de ton des Etats-Unis

vis-à-vis de paradis fiscaux qui ne menacent pas seulement la stabilité économique mais les privent aussi de ressources fiscales, ouvre un espace pour de vraies réformes. D'autant que la lutte contre les centres offshore figure au programme du candidat démocrate à l'élection présidentielle, Barack Obama. Enfin, la fragilisation du fait de la crise de territoires confettis dérégulés comme les Iles Caïman, les Bermudes ou les Bahamas, devrait favoriser le mouvement.

Dans ce contexte, les Européens fondent beaucoup d'espoir sur une réunion internationale organisée le 21 octobre à Paris, à l'initiative du ministre français du budget, Eric Woerth, et du ministre allemand des finances, Peer Steinbrück, pour « discuter des mesures à prendre pour lutter contre les paradis fiscaux ».

Cette réunion, avec une vingtaine de pays, servira à tester la réelle volonté politique de réformer les paradis fiscaux. Les Etats s'en tiendront-ils à une déclaration d'intention ? La France se prend à espérer que des mesures concrètes seront mises à l'étude, comme la dénonciation des conventions fiscales ne prévoyant pas de levée du secret bancaire, entravant donc l'échange d'informations à des fins fiscales, ou l'obligation, pour les acteurs financiers, de déclarer toutes leurs transactions avec les centres offshore. « Si la volonté politique de l'Europe et celle des Etats-Unis se rencontrent, nous avons une opportunité historique de changer les choses. C'est à chaud que se prennent les grandes décisions », estime Daniel Lebègue, le président de TI en France. ■

CLAIRE GATINOIS ET ANNE MICHEL

LEXIQUE

Paradis fiscaux. Il en existe une cinquantaine, où circule de l'argent propre comme sale. Pour Christian Chavagneux et Ronen Palan, auteurs de *Les paradis fiscaux* (La Découverte, 2007), ils ont en commun une taxation faible ou nulle pour les non résidents, un fort secret bancaire, et des procédures d'enregistrement souples pour les sociétés.

SUISSE

Le gouvernement veut renforcer la sécurité des dépôts

Le gouvernement suisse et la banque centrale, la banque nationale suisse (BNS), ont annoncé jeudi 16 octobre des mesures pour se porter au secours du système financier. La BNS va gérer un fonds où seront transférés les actifs invendables et renflouera les

banques en difficulté.

Le conseil fédéral a chargé le département des finances de faire des propositions d'ici mars 2009 pour renforcer la protection des déposants.

UBS et Crédit suisse se renflouent dans l'urgence
L'Union des Banques Suisses (UBS) va lever 6 milliards de

francs suisses (3,9 milliards d'euros) via des obligations souscrites par la Confédération. Par ailleurs, Crédit Suisse, qui s'attend à une perte de 1,3 milliard de francs suisses au troisième trimestre, a annoncé jeudi avoir levé quelque 10 milliards de francs suisses, en faisant entrer à son capital le fonds souverain, Qatar Investment Authority.

Olivier Besancenot : « Avec la crise, un chapitre des possibles est en train de s'ouvrir »

Dans un entretien au « Monde », le leader de la LCR affirme qu'il est « scandalisé » par le plan européen de sauvetage des banques

A lors que son organisation doit lancer le Nouveau Parti anticapitaliste en janvier 2009, Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR, donne son analyse de la crise et des mesures prises par le gouvernement.

Qu'est-ce que la crise révèle de nouveau ?

Elle a vu s'effondrer une illusion : celle qui présentait le capitalisme comme l'horizon indépassable de l'humanité. Depuis dix jours, on parle de crise systémique c'est-à-dire qu'on avoue que le système a failli s'effondrer de lui-même. Je ne suis pas particulièrement réjoui de voir nos pronostics confirmés parce que c'est rarement les capitalistes qui payent la facture de telles crises, c'est en général le peuple.

Mais aujourd'hui tout le monde s'accorde pour reconnaître l'importance et la profondeur de cette crise internationale, dont la LCR parle depuis la crise des subprimes à l'été 2007. Ce n'est pas l'énigme soubresaut boursier mais une secousse qui, pour la première fois depuis le début des années 1980, touche non pas la périphérie mais le cœur de la bête : les Etats-Unis et le système bancaire. Le système finit par se noyer dans son propre sang.

Cette crise ne remet-elle pas en cause vos analyses d'inéluctabilité de la chute du capitalisme ? Il semble résister encore...

Une partie du mouvement ouvrier a été bercée par cette prophétie qui voulait que

la roue dentée du progrès avance d'elle-même. Moi, je n'y ai jamais cru. J'appartiens à une génération qui s'est rendue compte que le capitalisme était capable de se purger lui-même au prix de crises, de catastrophes sociales et écologiques ou de guerres. Il a cherché à se débarrasser de toutes ses entraves en revenant à un marché sans limites. On a abouti à un système de capitalisme pur, un peu comme celui que Marx avait sous les yeux voici 150 ans. L'anachronisme aujourd'hui, c'est celui que célèbre Sarkozy à travers le capitalisme entrepreneurial alors que les quelques grands groupes qui font la loi combinent activités financières et industrielles.

Que pensez-vous du choix des gouvernements européens d'investir massivement pour sauver le système bancaire ?

Je suis scandalisé qu'on dilapide les deniers publics dans les entreprises privées. On privatise La Poste et on renfloue Dexia. Les pouvoirs publics sont capables de trouver en deux heures des dizaines de milliards pour les coupables de la crise, alors que depuis des mois, sous prétexte que les caisses de l'Etat sont vides, ils refusent de verser un seul centime d'euro pour les victimes de la crise. Mais surtout, ce déblocage subit d'aides aux banques ne règlera rien : le plus gros des difficultés économiques reste devant nous, en France, en Europe et aux Etats-Unis. Le budget des Etats est complètement flingué, avec toujours plus de dépenses et toujours moins de recettes et des cadeaux fiscaux qui ne s'arrêtent pas. On peut être sûr qu'on va assister à une récession majeure.

Mais les solutions de rachat des banques, n'est-ce pas une sorte de nationa-

lisation comme vous le préconisez ?

Cela n'a rien à voir avec ce qu'on propose car ce ne sont pas des nationalisations ! Dans le plan anticrise du gouvernement, il n'est même pas envisagé que l'Etat ait le droit de vote dans les banques qu'il rachète. C'est hallucinant. Plutôt que d'investir dans des banques qui sont en train de s'écrouler dans la guerre de l'économie de marché, nous proposons de réunifier toutes les banques, publiques comme privées, dans un seul service public bancaire, placé sous le contrôle des salariés, des consommateurs et des usagers. Il faut faire irruption dans l'économie privée pour satisfaire les besoins de la majorité de la population et ôter à une minorité d'individus le pouvoir qu'elle a sur l'économie.

Cette crise semble tomber à pic pour vous...

Elle peut servir de révélateur pour comprendre qu'il est temps, nécessaire et possible de changer de société. Dans cette crise majeure, on peut ressusciter l'espoir. Il existe un petit climat social, comme on le voit avec les salariés de Sandouville ou ceux de l'automobile. A tous ceux qui subissent la crise, c'est

le signe qu'un chapitre des possibles est en train de s'ouvrir. D'où l'importance de renforcer une gauche clairement anticapitaliste qui construise une unité sociale des exploités pour stopper les mesures en cours dans la fonction publique, le blocage des salaires, la remise en cause du repos dominical, les retraites... sans attendre 2012. Je propose une rencontre unitaire de toute la gauche sociale et politique pour soutenir toutes les initiatives de résistance. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVIA ZAPPI



Pour M. Besancenot, la crise actuelle est « une secousse qui touche non pas la périphérie mais le cœur de la bête : les Etats-Unis et le système bancaire. Le système finit par se noyer dans son propre sang. » BRUNO FERT POUR « LE MONDE »

M^{me} Royal voit « une occasion historique de définir le modèle social que nous voulons »

PAREMPUYRE (GIRONDE)

ENVOYÉ SPÉCIAL

La tourmente financière peut permettre au Parti socialiste de repartir sur de nouvelles bases et de se remettre en phase avec son électeur. En lançant une sorte de « vive la crise ! » lors d'un meeting organisé mercredi 15 octobre à Parempuyre (Gironde), Ségolène Royal cherche à reprendre l'initiative sur le plan des idées. Selon l'ancienne candidate à l'élection présidentielle, « la crise représente une occasion historique de définir le modèle social que nous voulons ». A condition qu'elle « débouche sur quelque chose de positif, c'est-à-dire une réactivité beaucoup plus forte pour que la finance soit au service de l'économie, et non pas, comme aujourd'hui, au service d'elle-même, et que l'économie soit au service de la création d'emplois et de l'innovation ».

Au terme d'un déplacement au cours duquel elle a rencontré des salariés de l'usine Ford de Blanque-

fort, menacée de fermeture, M^{me} Royal est intervenue dans une petite salle devant près d'un millier de militants du PS. Utilisant un micro-cravate et l'aide d'un prompteur, la présidente de la région Poitou-Charentes a relevé « un premier effet bénéfique » de la crise ; la réhabilitation « des nationalisations » qui constituaient « un gros mot il y a seulement quelques semaines ». « La droite procède à des nationalisations et renonce à ses projets de développer le crédit hypothécaire, c'est une bonne nouvelle », a-t-elle affirmé sous les applaudissements.

« Sept conditions »

Considérant qu'il n'était pas possible « d'accorder un quitus au gouvernement » mais décidée à « l'aider à réussir », M^{me} Royal énonce « sept conditions ». Dans l'éventualité où l'Etat serait conduit à prendre des participations dans le capital des banques, elle demande que ces « nationalisa-

tions partielles » soient pérennisées et non pas transitoires. Elle réclame la constitution d'une « grande banque publique d'investissement » accessible aux PME ainsi que la mise « sous-contrôle des fonds d'investissements », l'abandon du projet de privatisation de La Poste et l'adoption de dispositifs effectifs contre les paradis fiscaux.

M^{me} Royal insiste aussi pour que soient appliquées « des sanctions » contre les dirigeants des établissements financiers qui « ont contourné les règles » et « se sont indûment enrichis ». M^{me} Royal, qui a répété à des très nombreuses reprises le mot « socialiste » sans pour autant évoquer le congrès du PS, entend « adresser aux Français une parole structurée, forte, pédagogique ». A quatre semaines du rendez-vous de Reims, il s'agit aussi de répondre tout à la fois au trouble et au besoin de radicalité qu'elle perçoit parmi les militants socialistes. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

Montée du chômage : le gouvernement met la pression sur le nouveau service de l'emploi

LE GOUVERNEMENT ne peut rester immobile face à la remontée du chômage. Selon l'ACOSS, l'organisme chargé de recouvrer les cotisations sociales, le recul des intentions d'embauche « de plus d'un mois » s'est confirmé au troisième trimestre, avec une baisse de 1,2 % comparée au trimestre précédent. Selon ses chiffres publiés jeudi 16 octobre, le recul atteint 3,3 % dans les très petites entreprises ; les secteurs les plus touchés sont l'industrie et la construction qui ont subi respectivement une baisse de 4,9 % et 4,5 % sur un an.

Dans ce contexte, l'ordre de mobilisation a été rappelé à ses ministres par Nicolas Sarkozy. Et le gouvernement met la pression sur le nouvel organisme issu de la

fusion ANPE-Assedic. Ce service de l'emploi regroupé, qui devait choisir jeudi pour nom « Pôle emploi », après de longs mois de recherche et d'hésitation, devra au plus vite montrer son efficacité. Lors d'un prochain déplacement, le chef de l'Etat insistera sur la mise en place plus rapide de guichets uniques. Ces lieux où se retrouvent services d'indemnisation et d'accompagnement seraient effectivement au nombre de cinquante. Il demandera aussi la mise en place accélérée du référent unique pour le demandeur d'emploi.

« Le changement de structure du service de l'emploi n'empêchera pas la remontée du chômage, mais on pourra aller chercher plus efficace-

ment les offres d'emploi qui dorment ou trouver les formations adaptées pour les chômeurs », a expliqué au Monde Laurent Wauquiez, le secrétaire d'Etat à l'emploi.

De son côté, le directeur général du nouvel organisme, Christian Charpy, rappelle que « si l'on peut toujours accélérer, le premier principe est que la fusion soit effective au 1^{er} janvier 2009 ». Il lui faut encore mettre en place les formations internes pour les quelque 35 000 agents du « Pôle emploi » et régler rapidement les problèmes d'immobilier et d'informatique entre l'ANPE et les Assedic. Sur ce point, le bras de fer entre les partenaires sociaux qui gèrent l'Unedic et l'Etat n'est pas terminé. ■

RÉMI BARROUX

Les associations caritatives craignent un recul du montant des dons

La crise financière pourrait avoir un impact négatif sur les dons, alors que les besoins risquent de croître du fait de la hausse du chômage

À Paris, mais à des années-lumière de la place de la Bourse, des hommes attendent un repas chaud devant l'entrée de la Mie de pain, un refuge de SDF. La crise, ils la vivent depuis des années. L'écroulement des marchés financiers, ils n'en ont cure, le disent avec des mots difficiles à reproduire ici. Eux, il y a bien longtemps qu'ils n'ont plus rien à perdre : leur avoir tient dans le sac qui pend au bout du bras.

L'association qui les accueille est moins imperméable à la tourmente. Elle s'interroge de retombées éventuelles sur les dons qui la font vivre. « Nous avons lancé notre plus importante campagne de l'année le 15 octobre, explique Sébastien Prot, directeur du centre. Pour être

honnêtes, nous sommes morts de trouille. La crise boursière va-t-elle se ressentir sur la générosité ? Les gens, en ce moment, ont le moral dans les chaussettes... » « Toutes les associations sont dépendantes des derniers mois de l'année », constate Jean-Marie Destrée, responsable des finances au Secours catholique. Certaines organisations assurent 40 % à 50 % de leur quête dans cette courte période. Les appels, les relances sont prêts à être expédiés, sans assurance de retour.

Les salles des marchés et les associations caritatives deviennent ainsi, aux deux bouts de la société, de précieux indicateurs de la santé économique. « Le don est une composante du pouvoir d'achat, il lui est corrélé », constate Isabelle Bourgoin, responsable de France Générosités, qui regroupe 66 associations vivant de l'aide privée. C'est un poste qui peut être coupé en premier dans un budget. »

M. Prot constate ces derniers temps « une baisse généralisée du montant des dons ». Cette année, il a fallu intercaler une collecte sup-

plémentaire pour parvenir aux mêmes rentrées. Toutes les associations notent aussi qu'il est de plus en plus difficile de trouver de nouveaux donateurs. « Nous sommes vigilants, voire inquiets, admet Michel Raynaud, qui tient les cordons à Amnesty International. Pour l'instant, nous ne voyons pas d'incidences de la crise financière. »

Un surcroît de travail

L'Ordre de Malte a fait ses comptes en septembre. « Nous sommes parfaitement en ligne avec l'année passée, explique Dominique Avril, directeur de la collecte. Les donateurs que nous avons contactés nous ont indiqué qu'ils ne comptaient pas modifier les sommes versées. Mais je reste préoccupé. Nous avons huit millions d'euros à trouver avant la fin de l'année. »

Le Secours catholique fait confiance aux 450 000 personnes qui donnent en moyenne 80 euros par an. « Ils nous resteront fidèles », pense M. Destrée. Il est plus perplexe pour son « top 500 », des bons Samaritains qui versent

5 000 euros et plus. « Continueront-ils à ce niveau ? », se demande le responsable.

En même temps qu'elles s'interrogent sur la générosité des Français, les organisations se préparent à un surcroît de travail. Les chiffres du chômage sont annoncés à la hausse. Par une implacable mathématique, c'est l'assurance de plus de détreffes à traiter.

Mais, d'expérience, les solidarités peuvent aussi se renforcer dans les temps difficiles. « L'urgence sociale peut créer une motivation supplémentaire », veut croire M. Destrée. « Il pourrait y avoir un report sur les causes de proximité », envisage Isabelle Bourgoin.

Reste que l'annonce des sommes débloquées par les Etats pour sauver les établissements financiers passe mal dans ces associations qui doivent compter le moindre sou. « On trouve plus facilement des milliards pour aider une banque que des millions pour sauver des petits enfants », commente M^{me} Bourgoin. ■

BERNARD HOPQUIN

EDF renonce à surenchérir sur Constellation Energy

LA CRISE financière oblige EDF à revoir à la baisse ses ambitions. Le groupe français a en effet renoncé, mercredi 15 octobre, à surenchérir sur l'offre de l'homme d'affaires Warren Buffett pour mettre la main sur l'électricien américain Constellation Energy.

« Compte tenu de la situation actuelle des marchés financiers et en particulier des conditions difficiles sur le marché du crédit aux entreprises, EDF constate, après discussions avec plusieurs partenaires américains potentiels, que les conditions ne sont pas réunies à ce stade pour présenter une nouvelle offre sur Constellation Energy », indique le groupe français dans un communiqué.

Dans un premier temps, Pierre Gadoëux, le PDG d'EDF, avait affirmé que son groupe avait « la flexibilité financière » pour réaliser l'opération, disposant à la fois d'une signature solide auprès des banques et d'un cash-flow de 10 milliards d'euros. Il y a encore quelques semaines, EDF avait pu ainsi emprunter 13 milliards d'euros à sept banques, pour le rachat de British Energy. Mais visi-

blement ce qui était encore possible est devenu aujourd'hui beaucoup plus compliqué.

Ce n'était pourtant pas l'envie qui manquait à EDF. M. Gadoneix n'avait pas vraiment apprécié l'irruption du milliardaire américain dans le dossier Constellation, dont EDF détient 9,51 %. M. Buffett avait proposé, le 19 septembre, 4,7 milliards de dollars (3,5 milliards d'euros) pour prendre le contrôle du groupe américain.

Or Constellation est en quelque sorte la tête de pont de l'industrie nucléaire française aux Etats-Unis. EDF a notamment conclu un accord en juillet 2007 avec cette firme pour construire des centrales nucléaires utilisant des réacteurs de troisième génération, dits EPR.

Malgré son renoncement, le groupe français confirme son objectif de développer « au moins 4 réacteurs de type EPR aux Etats-Unis en partenariat avec un ou plusieurs acteurs américains » et qu'il « continue d'examiner attentivement toutes les options possibles » en ce sens. ■

STÉPHANE LAUER

Dans un lycée : « Madame, et si le PIB descend encore ? »

L'INFORMATION ne date que de quelques heures, mais n'a pas échappé à Adam, élève de la 1^{re} ES2 (E pour économique et S pour sociale). « C'est mieux, ce matin : Tokyo est en hausse de 14 % ».

Mardi 14 octobre, dans une salle du lycée Paul-Valéry, dans le 12^e arrondissement de Paris, une bonne partie du cours est consacrée à commenter les dernières nouvelles de « la crise ».

Une habitude qui s'est imposée depuis le début de l'onde de choc financière, le lundi 15 septembre à New York. Faisant écho à Adam, son camarade Yetis évoque le sommet européen qui vient de se tenir : « Sarkozy, il a mis 360 milliards. » « C'est un plan Marshall », reprend Adam. Mais Lydie Billet, la professeure, restitue aussitôt au vrai plan Marshall ses caractéristiques propres et sa chronologie. Elle pose une question sur les Etats-Unis et le plan... « Paulson ! », lance une voix. « De 700 milliards de dollars », complète une autre. « Pour recapitaliser les banques », précise l'enseignante.

Le questionnement dans la classe tente de remonter jusqu'à l'origine du récent basculement. « En été 2007, dit Zina. Ça a commencé avec la crise des subprimes. » « Mais ce qui a tout précipité cette année, aux Etats-Unis, c'est quand l'Etat a lâché une banque », dit Rihab, faisant référence à la faillite de Lehman Brothers. Raphaël, reprenant un argument de l'administration Bush, se demande s'il ne s'agissait pas de « faire un exemple » pour sanctionner une mauvaise gestion.

L'enseignante énumère au tableau les plus grandes crises économiques depuis la fin de la première guerre mondiale : 1929, bien sûr, puis les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, et maintenant le choc financier de 2008. « Aujourd'hui, dit-elle, on enregist-

tre une croissance négative. Nous sommes en récession. En plus, nous avons une crise de la pensée économique car, entre libéraux et keynésiens, les cartes sont brouillées : des gouvernements libéraux ne laissent pas le système se purger de lui-même et interviennent massivement dans l'économie. »

Une question de Zied : « Madame, si le PIB, il descend encore, on va dépasser les critères qui disent qu'on ne doit pas dépasser 60 % du PIB, non ? » Interrogée par l'enseignante, Zina rappelle à tous que « notre taux de prélèvements obligatoires est de 41,1 % ». Petit à petit, toutes les questions déjà abordées depuis la rentrée sont passées en revue : la dette de l'Etat, les « trente glorieuses », la politique monétaire, la part des salaires dans la répartition de la valeur ajoutée.

Le théorème d'Helmut

M^{me} Billet souligne la disproportion entre le montant du PIB français, d'environ 1 800 milliards de dollars par an, et les 1 500 milliards qui changent de main chaque jour. Le « théorème » d'Helmut Schmidt (les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain qui feront les emplois d'après-demain) est exposé, sa critique aussi.

Comme tous ses collègues de sciences économiques et sociales (SES), M^{me} Billet, professeure agrégée, est outrée que cet enseignement ait été accusé de donner délibérément une mauvaise image de l'entreprise et de cacher un endoctrinement à gauche.

Bien qu'ayant obtenu l'agrégation en 1985, elle était jusqu'en septembre dernier rapporteure à la Cour des comptes, un poste qu'elle a quitté volontairement. « J'aurais pu rester là-bas, mais je me sens tellement plus utile ici ! », commente-t-elle. ■

LUC CÉDELLE

ÉLECTRONIQUE Forte baisse du chiffre d'affaires de Thomson

Le groupe de technologie Thomson a annoncé, jeudi 16 octobre, une baisse de son chiffre d'affaires de 13,2 %, à 1,170 milliard d'euros, au troisième trimestre 2008. A taux de change constant, le recul est de 7,9 %. Très endetté, Thomson cherche à rassurer en précisant qu'« il prévoit de respecter, fin 2008, les clauses financières de ses dettes ». Le nouveau directeur général, Frédéric Rose, se dit prêt à restructurer ou arrêter les activités non rentables.

AMEUBLEMENT Cauval Industries placée sous procédure de sauvegarde

Cauval Industries, la maison mère des matelas Dunlopillo et des cuisines Mondial Kit, qui emploie 3 200 salariés en France, a été placée, le 29 septembre, sous procédure de sauvegarde, ne parvenant plus à obtenir de financements des banques. Le groupe a indiqué, mercredi 15 octobre, qu'il veut tenter, sous ce régime, de « préserver la trésorerie nécessaire » à son fonctionnement face à « la crise financière durable qui se profile ».

breakingviews.com

Le point de vue du site de commentaires sur l'actualité économique et financière

La crise n'a pas fini de perturber l'économie réelle

À ENTENDRE les candidats à la présidence des Etats-Unis, la Bourse américaine serait déconnectée de la vie de tous les jours. La pharmacie où l'on va chercher des médicaments, les poubelles où les enfants jettent leurs emballages de bonbons, les distributeurs de billets n'auraient rien à voir avec les marchés financiers. Pas si sûr.

Car les entreprises qui fournissent ces équipements ont subi les répercussions de la panique à Wall Street en 2008, mais indirectement. Rien que la semaine dernière, on a vu des géants de ces secteurs contraints de renoncer à des raids hostiles.

Prenons le cas de Diebold, une société qui fabrique des distributeurs automatiques de billets. En février, elle avait repoussé dédaigneusement les avances de United Technologies, le grand conglomérat industriel qui produit des hélicoptères, des climatiseurs et des réacteurs d'avion. Ce dernier offrait 40 dollars par action en numéraire. Diebold a résisté, jugeant cette offre insuffisante. A la fin du week-end dernier, United Technologies s'est finalement désisté, provoquant l'effondrement du cours de Diebold.

Parlons de la pharmacie du coin. La chute des cours, la semai-

ne dernière, a poussé Walgreen à retirer son offre inamicale de rachat sur son concurrent Longs Drug Stores. Il y avait 2,8 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) sur la table. Longs Drug Stores avait de son côté déjà engagé des pourparlers avec CVS Caremark, en vue d'une fusion qui l'aurait valorisé à 2,7 milliards de dollars. Ses actionnaires feront quand même une belle opération, mais le retrait de Walgreen stoppe de facto les enchères.

Des prédateurs neutralisés

Enfin, évoquons le ramassage des déchets. Lundi, Waste Management renonçait à prendre le contrôle de Republic Services pour 6,73 milliards de dollars, pour préserver ses capacités d'emprunt. Ce n'est pas pour autant la fin du monde pour les actionnaires de Republic Services, puisque des négociations sont toujours en cours avec Allied Waste.

Les offres inamicales de rachat comptent parmi les meilleurs baromètres du moral des équipes dirigeantes, et valorisent au mieux les entreprises. En émusant les crocs des prédateurs, Wall Street a trouvé un autre moyen de nuire à notre univers quotidien. ■

ROB COX

Innovation : l'écart entre l'Europe et les Etats-Unis est stabilisé

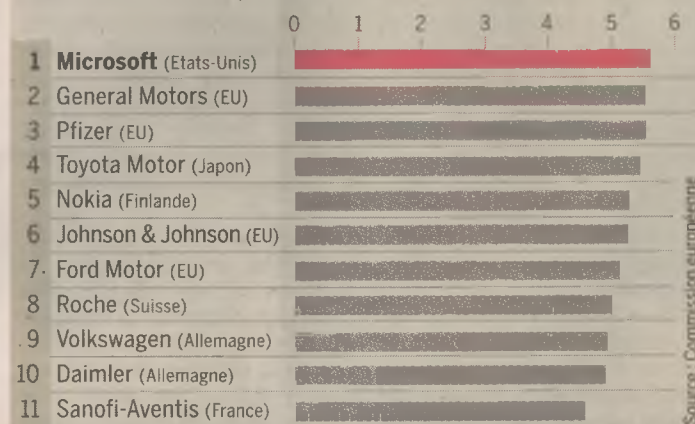
Les budgets de R & D des entreprises du Vieux Continent se sont accrus de 8,8 % en 2007, contre 8,6 % pour les américaines

Les investissements en recherche et développement (R & D) des entreprises européennes ont plus augmenté en 2007 que ceux des américaines, selon l'édition 2008 du Tableau de bord de la Commission européenne sur les investissements industriels en R & D, publié mercredi 15 octobre. Cette situation survient pour la première fois depuis 2004, année de la création de cet outil statistique. La différence est certes minime, puisque les budgets de R & D des firmes européennes se sont accrus de 8,8 % en 2007 contre 8,6 % pour les américaines. Mais elle indique que l'écart entre les deux continents ne se creuse plus.

Les chiffres d'affaires des sociétés des deux continents ont eu, globalement, presque les mêmes taux de croissance. « *L'intensité de recherche* », c'est-à-dire la dépense de R & D ramenée au chiffre d'affaires, a donc aussi davantage progressé au sein des entreprises européennes que des américaines. Cette intensité reste néanmoins très supérieure aux Etats-

BUDGET EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT 2008

Classement mondial, en milliards d'euros



Source : Commission européenne

Unis, où elle s'établit, en moyenne à 4,5 % contre 2,7 % en Europe.

Les auteurs du Tableau de bord attribuent cette différence au fait que les firmes du Vieux Continent sont spécialisées dans des secteurs moins « intensifs » en recherche que celles d'outre-Atlantique, où se trouvent beaucoup d'acteurs dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) ou les biotechnologies. Ainsi Microsoft prend la première place du classement mondial, détrônant le groupe pharmaceutique Pfizer. La première firme européenne (cinquième au classement mondial) est Nokia, autre firme du secteur des TIC.

Pourtant, « *la R & D du secteur privé en Europe reste équivalente à 1 % du produit intérieur brut* », remarque Janez Potocnik, commissaire européen chargé de la science et de la recherche. « *Un signe parmi d'autres qui peut vouloir dire que les entreprises de l'Union européenne réalisent une part croissante de leurs investissements en R & D hors d'Europe* », ajoute-t-il.

Les firmes des pays émergents n'apparaissent pas encore parmi les 50 premières, mais la croissance de leurs budgets de recherche (+ 52,6 % pour Petroleo Brasileiro, par exemple) indique qu'elles devraient bientôt y figurer. ■

ANNIE KAHN

LES BOURSES DANS LE MONDE 16/10, 9h41

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2008	Mini 2008	P/E	
FRANCE	CAC 40	3260,07 16/10	-3,58	5665,94	2/1	3047,85 10/10	7,50
	CAC Mid100	4808,89 16/10	-3,29	7736,69	2/1	4587,09 10/10	
	CAC Small 90	4609,62 15/10	-3,15	8124,81	2/1	4361,64 10/10	
	SBF 250	2380,98 15/10	-6,67	3953,69	2/1	2232,37 10/10	8,30
ALLEMAGNE	DAX Index	4690,40 16/10	-3,52	8100,64	2/1	4308,00 10/10	9,40
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	3958,01 16/10	-2,98	6534,70	4/1	3840,55 16/10	7,10
SUISSE	Swiss market	5801,67 16/10	-1,85	8421,00	3/1	5265,86 10/10	14,40
ETATS-UNIS	Dow Jones ind.	8577,91 16/10	-7,87	13279,54	2/1	7882,51 10/10	11,30
	Nasdaq composite	1628,33 16/10	-8,47	2661,50	2/1	1542,45 10/10	14,70
JAPON	Nikkei 225	8458,45 16/10	-11,41	15156,66	4/1	8115,41 10/10	10,30

PER - Price Earning Ratio (ou cours/bénéfice) : cours de Bourse divisé par le bénéfice par action estimé pour l'exercice courant. PER - FactSet JCF Estimates : données : la Cote Bleue. n/d : valeur non disponible.

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
DOLLAR US	1,3418	1,3421
YEN	134,9200	134,9700
COUROSSE TCHÈQUE	24,8070	24,8270
COUROSSE DANOISE	7,4531	7,4536
LIVRE STERLING	0,7783	0,7786
FORINT HONGROIS	266,1400	267,1400
ZLOTY POLONAIS	35,3500	35,3600
COUROSSE SUÉDOISE	10,0382	10,0422
COUROSSE SLOVAQUE	30,4920	30,5920
FRANC SUISSE	1,5299	1,5302
COUROSSE NORVÉGE	8,8249	8,8289
ROUBLE	35,3360	35,4360
LIVRE TURQUE	1,9767	1,9867
DOLLAR AUSTRALIEN	2,0007	2,0017
DOLLAR CANADIEN	1,5943	1,5953
YUAN CHINOIS	9,1711	9,1811
WON SUD-CORÉEN	1812,0000	1813,0000
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,1925	2,2025
RAND SUD-AFRICAIN	13,6673	13,6774

OR

JEUDI 16 OCTOBRE 9h41	Cours	% var.
ONCE D'OR EN DOLLAR	848,50	-0,12

PÉTROLE

JEUDI 16 OCTOBRE 9h41	Cours	% var.
LIGHT SWEET CRUDE	71,79	-3,69

TAUX

TAUX D'INTÉRÊT LE 16/10

	Taux 12 mois	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,70	5,17	4,34	4,87
ROYAUME-UNI	5,38	6,21	4,78	5,01
ITALIE	3,70	5,17	4,80	5,29
ALLEMAGNE	3,70	5,17	4,13	4,62
JAPON	0,97	1,09	1,58	2,30
ÉTATS-UNIS	2,14	4,55	3,92	4,59
SUISSE	4,00	3,10	3,37	

VALEURS DU CAC40

Jeudi 16 octobre 9h30

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code ISIN
ACCOR	30,05	32,00	-6,08	-45,05	56,30	28,75	3,15	T FR0000120404
AIR FRANCE-KLM	13,25	13,49	-1,78	-44,91	24,61	12,26	0,58	T FR0000031122
AIR LIQUIDE	66,75	69,95	-4,57	-27,85	95,64	60,06	2,25	T FR0000120073
ALCATEL-LUCENT	1,79	1,80	-0,61	-63,76	5,15	1,63	0,16	T FR0000130007
ALSTOM	43,49	45,63	-4,68	-40,82	84,12	39,00	1,60	T FR0010220475
ARCELORMITTAL	19,89	21,97	-9,47	-62,61	67,79	19,09	0,22	A LU0373134006
AXA	17,86	18,66	-4,34	-34,81	27,60	16,00	1,20	T FR0000120628
BNP PARIBAS	56,56	59,19	-4,44	-23,79	75,41	51,23	3,35	T FR0000131104
BOUYGUES	29,66	30,50	-2,77	-47,97	57,25	24,04	1,50	T FR0000120503
CAP GEMINI	22,82	23,77	-3,96	-46,92	45,14	21,95	1,00	T FR0000125338
CARREFOUR	25,59	26,46	-3,27	-51,97	53,75	24,16	1,08	T FR0000120172
CREDIT AGRICOLE	10,16	11,00	-7,59	-52,26	21,58	10,03	1,20	T FR0000045072
DANONE	40,12	42,16	-4,82	-34,65	64,00	38,60	1,10	T FR0000120644
DEXIA	4,82	5,05	-4,55	-71,99	18,86	4,57	0,68	T BE0003796134
EADS	9,59	10,17	-5,75	-56,09	22,20	9,47	0,10	T NL0000235190
EDF	39,58	40,81	-3,01	-51,42	83,90	35,20	0,70	S FR0010242511
ESSILOR INTL	30,02	30,78	-2,49	-31,24	44,39	28,67	0,62	T FR0000121667
FRANCE TELECOM	19,25	19,70	-2,31	-21,83	26,14	16,40	0,60	A FR0000133308
GDF SUEZ	28,10	28,25	-0,53	-29,75	44,77	22,00	1,26	T FR0010208488
LAFARGE	53,79	57,96	-7,19	-56,80	125,45	52,22	4,00	T FR0000120537
LAGARDERE	26,08	26,89	-3,01	-49,15	54,68	23,56	1,30	T FR0000130213
L'OREAL	60,33	62,65	-3,70	-38,43	99,26	57,22	1,38	T FR0000120321
LVMH MOET HEN	50,99	53,14	-4,05	-38,33	83,93	45,10	1,25	S FR0000121014
MICHELIN	41,28	43,03	-4,06	-47,41	79,90	37,09	1,60	T FR0000121261
PERNOD RICARD	44,66	47,23	-5,45	-43,50	79,97	41,04	0,63	A FR0000120693
PEUGEOT	20,10	20,79	-3,30	-61,23	53,68	18,15	1,50	T FR0000121501
PPR	42,34	45,17	-6,28	-61,51	112,76	41,52	3,45	T FR0000121485
RENAULT	29,00	29,91	-3,04	-70,11	99,16	26,90	3,80	T FR0000131906
SAINT-GOBAIN	25,96	27,55	-5,77	-59,74	65,26	24,85	2,05	T FR0000125007
SANOFI-AVENTIS	40,17	40,88	-1,72	-36,21	66,90	36,05	1,07	T FR0000120578
SCHNEIDER ELECTRIC	45,64	47,10	-3,11	-50,76	94,29	42,80	3,30	T FR0000121972
SOCIETE GENERALE	45,84	48,73	-5,94	-50,50	93,52	41,41	0,90	T FR0000130809
STMICROELECTRONICS	5,83	6,17	-5,48	-40,53	9,89	5,71	0,05	A NL0000226223
SUEZ ENV.	15,50	16,03	-3,31	-10,71	19,95	14,06	n/d	FR0010613471
TOTAL	34,03	36,56	-6,92	-40,12	59,50	31,52	1,07	S FR0000120271
UNIBAIL-RODAMCO	119,22	120,53	-1,10	-20,48	175,50	110,50	1,75	A FR0000124711
VALLOUREC	99,52	106,45	-6,51	-46,25	224,45	91,61	7,00	T FR0000120354
VEOLIA ENVIRON.	23,57	24,33	-3,14	-62,27	64,00	20,73	1,21	T FR0000124141
VINCI	26,05	27,66	-5,86	-48,58	51,15	24,27	1,05	S FR0000125486
VIVENDI	19,77	20,75	-4,70	-36,98	31,60	16,32	1,30	T FR0000127771

Cours en euros.

■ : valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé (SRD). # : valeur faisant l'objet d'un contrat d'animation. Plus haut et plus bas : depuis le 1/1/2008. n/d : valeur non disponible. A : acompte, S : solde, T : totalité.

Retrouvez l'ensemble des cotations sur notre site Internet : <http://finance.lemonde.fr>

Le « Grand Bond en arrière » de la Chine

LA CHINE a interrompu brutalement l'ascension du prix des matières premières. Mercredi, le groupe minier anglo-australien Rio Tinto attirait l'attention sur les signes de ralentissement chez le plus grand consommateur mondial de charbon, d'aluminium, de cuivre et de minerai de fer. Depuis, Rio Tinto comme son concurrent BHP Billiton ont vu leur cours chuter de près de 10 % et leur valorisation diminuer de 10 milliards de livres sterling (près de 13 milliards d'euros).

La Deutsche Bank estime qu'en ce qui concerne les principales matières premières, la Chine pèse pour 40 % dans l'accroissement de la demande mondiale. Les groupes miniers ont déclaré à plusieurs reprises que, sur le long terme, cette tendance était « inoxydable ». Or, ce pays ne peut qu'être affecté par un ralentissement économique mondial dont il est clair que la durée et l'ampleur dépasseront les prévisions les plus pessimistes. Le cours des matières premières s'en ressent déjà : par rapport à son plus haut, le cuivre a per-

du 20 % et les sidérurgistes chinois baissent leurs prix.

Or, les revers que connaissent les industries minières ne prennent pas encore en compte tous les effets du ralentissement mondial. Les retournements économiques mettent environ six mois à se répercuter sur le prix des matières premières. Actuellement, Rio Tinto souffre surtout des conséquences de la politique de restriction du crédit que la Chine a mis en place pour contenir sa croissance.

L'assouplissement du crédit sur le marché chinois devrait améliorer la situation, mais les 9 % à 10 % de croissance prévus pour la Chine en 2009 pourraient se révéler trop optimistes. Le spectre d'une récession conduit plutôt à tabler sur 8 % ou moins. Sur le long terme, elle suffira à alimenter la hausse du prix des matières premières. Mais le processus pourrait être plus lent et moins juteux que ne l'espèrent les producteurs. ■

JOHN FOLEY

Pour plus de commentaires, connectez-vous sur breakingviews.com

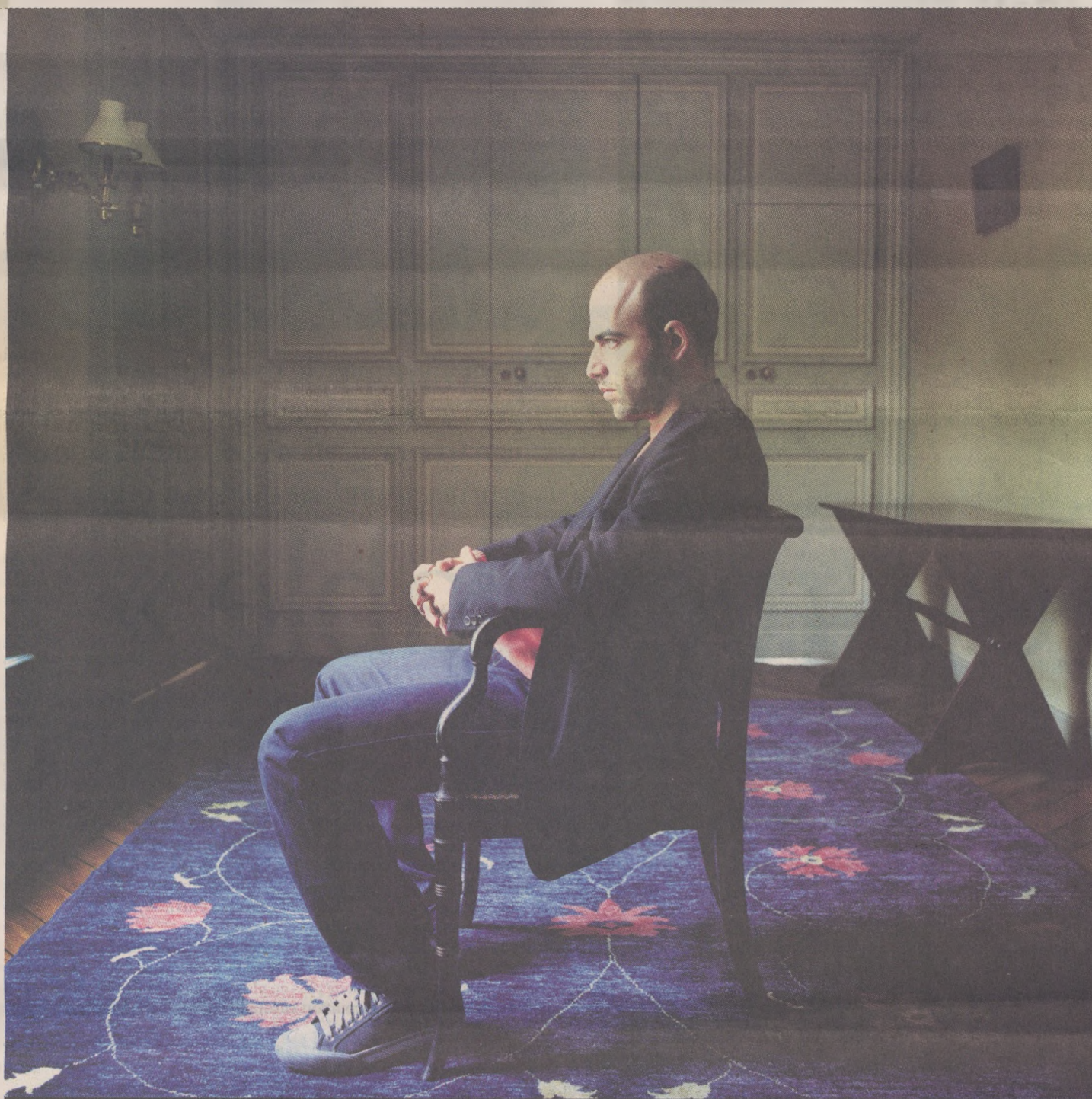
Roberto Saviano

Prisonnier de « Gomorra »

Depuis la publication de son livre-enquête sur la Camorra, en 2006, le journaliste italien vit sous protection de la police. Il vient d'annoncer qu'il allait quitter pour un temps l'Italie

A la télévision, sur les photos de presse, il affiche dix ans de plus. Les joues toujours mangées d'une barbe de trois jours, le cheveu ras et noir, le regard voilé. Sur le visage marqué de Roberto Saviano, 29 ans, on devine les traces d'une vie traquée. Une vie sous protection permanente depuis que les Casalesi, le plus puissant des clans camorristes de Caserte (Campanie), l'ont rendu responsable de la condamnation à la perpétuité de leurs chefs. Condamné à mort pour avoir écrit, à 26 ans, *Gomorra* (Gallimard, 2007) – une référence biblique – afin de raconter la violence de la Camorra napolitaine, ses crimes, ses personnages cruels, bien loin de l'imagerie du Parrain sicilien. Résultat : un récit noir et tendu, vendu à 1,2 million d'exemplaires en Italie qui font de son auteur une sorte de croisement entre James Ellroy et Pier Paolo Pasolini.

Mais, ce jour-là, au siège romain des éditions Mondadori, cet homme traqué à ce mélange d'indifférence, de décontraction et de gentillesse qui sont la marque de sa génération. Avachi sur un canapé de cuir rouge, il s'apprêtait à « fêter », avec les policiers qui le surveillent jour et nuit, deux années sous escorte. Il les appelle ses « anges gardiens », eux lui donnent du « capitaine » comme s'il était devenu l'un des leurs. Souriant volontiers, mêlant la dérision au courage, il raconte sa vie errante, de commissariats en casernes, ses voyages en véhicule blindé, sa



solitude. Comment il tue le temps entre l'élaboration de recettes de cuisine et des cours de boxe. Partir ? Laisser l'Italie à son sort et Naples à ses crimes ? « *Je ne m'en sors pas.* »

Drôle d'anniversaire. Le lendemain de cette rencontre, un repenti confiait à la police qu'un attentat se préparait contre l'écrivain journaliste. Nouvelles mesures de sécurité, nouveau déménagement. Lassitude. Mercredi 15 octobre, Roberto Saviano s'est confié à *La Repubblica*, le quotidien de centre gauche pour lequel il a souvent travaillé, et a annoncé qu'il voulait quitter l'Italie, au moins pour un certain temps. « *La bulle de solitude qui m'enserme m'a rendu mauvais, soupçonneux, inquiet.* »

Jusqu'alors, c'est la colère qui l'a fait tenir. La colère et l'entêtement lui ont fait rédiger une postface vibrante à son livre dans *La Repubblica* du 22 septembre. Deux plei-

Il n'y a pas un jour où je me demande pourquoi j'ai écrit ce livre et si cela valait la peine

nes pages titrées « Lettre à Gomorra », où Saviano déverse sa rage, et sa honte, après le massacre au kalachnikov, quatre jours plus tôt à Castel Volturno (Campanie), de sept personnes dont six Africains. Dernier épisode d'un été sanglant dans les faubourgs de Naples. Interpellant les Italiens et leur fatalisme, il

leur lance : « *Dans n'importe quel autre pays, la liberté d'action laissée à une telle meute de tueurs aurait suscité un débat, une polémique, des réflexions. Au contraire, ici, on traite ce cas comme si ces crimes étaient liés à la nature d'une province considérée comme le trou du cul de l'Italie.* »

La Camorra, sa traînée de sang. Encore et toujours. Il y revient, tenant la comptabilité de ses crimes. On s'étonne. Riche, primé, bientôt attendu à Hollywood, où le film du même nom, tiré de son livre, est sélectionné pour l'Oscar du meilleur film étranger après avoir reçu le Grand Prix du Festival de Cannes, il pourrait tourner la page. Ses amis – du moins ceux qui lui restent – lui conseillent d'abandonner ce combat sans fin. Lui-même pense s'installer aux Etats-Unis, mais pas tout de suite : « *Je ne veux pas donner raison à ceux qui me veulent du mal* », dit-il. Pour écrire quoi ? « *Je veux m'intéresser à la cri-*

minalité moderne. » Comme si le premier cadavre entrevu a 13 ans le poursuivait encore. « *Je suis lucide et fataliste*, dit-il. *La guerre, la violence, c'est mon territoire. Seule la réalité m'intéresse.* » Fatalité ? Dans son livre, il écrit : « *Aucun crime ne peut effacer le poids de l'appartenance à certains lieux qui vous marque au fer rouge.* »

Sa croisade, il la paie aujourd'hui d'un prix exorbitant. Dans la région de Caserte, où il trainait en Vespa à l'époque où il était libre de ses mouvements, on le prend désormais pour un traître. « *Il a écrit tout cela pour se faire de l'argent* », entend-on le plus souvent. A Naples, les voisins de l'appartement où il habitait avant d'entamer sa vie sous escorte se sont cotisés pour lui payer son loyer, à condition... qu'il parte au plus vite, de peur d'être victimes de représailles.

La police a fait des démarches

pour lui trouver un autre logement. Peine perdue. Dès qu'un propriétaire s'avisait de l'identité de son futur locataire, les excuses fusaient : « *Oh, désolé, je l'ai finalement loué il y a une demi-heure.* » Il fait semblant d'en rire, mais il avoue : « *Il n'y a pas un jour où je me demande pourquoi j'ai écrit ce livre et si cela valait la peine.* »

Il pensait avoir fait une œuvre salutaire, il découvre avec amertume l'ingratitude de ses concitoyens. Lorsqu'il se rend à Naples, les crachats constellent le pare-brise de sa voiture blindée. « *On t'a finalement arrêté* », lui lance-t-on quand il déambule dans les rues de sa ville avec les policiers de son escorte. « *Saviano de merde* », peut-on encore lire sur un mur de Casal del Principe, le fief historique des Casalesi. Il se croyait un héros, il se découvre un renégat.

La plupart des journalistes italiens spécialistes du crime organisé s'étonnent de son acharnement à le combattre. Selon eux, Saviano serait engagé dans un règlement de comptes personnel. « *Ils sont jaloux*, balaie-t-il d'un geste las. *A 26 ans, moi, j'avais découvert et écrit ce que la plupart, au bout de trente ans de carrière, n'ont pu écrire et découvrir.* » Inquiétant moine-soldat pour les uns, menteur pour les autres. Saviano assume : « *Je suis un bâtard : un journaliste pour les écrivains, un écrivain pour les journalistes. J'échappe à la notabilité.* »

Mais sa parole continue de porter. Le lendemain de la publication de sa « Lettre à Gomorra », le gouvernement italien prenait la décision d'envoyer 500 militaires jusqu'à la fin de l'année sur place en plus des policiers et des carabinieri déjà dépêchés. Saviano approuve : « *Dans une phase d'urgence, c'est un signal important. Cela ouvrira peut-être les yeux de la classe politique. Mais trois mois qu'est-ce que c'est ? Ces gens-là peuvent se terrer des années.* » Cette guerre sera-t-elle gagnée un jour ? « *La lutte contre la Camorra doit devenir européenne*, explique-t-il. *La France, la Finlande, l'Espagne, l'Allemagne sont touchées. Sans coordination de moyens, nous perdrons. La Mafia n'est pas seulement un problème. C'est le problème.* »

Est-ce encore le sien ? Il dit à présent qu'il veut partir, avoir une maison, boire des bières avec des amis, tomber amoureux et pouvoir choisir un livre dans une librairie sans risquer la mort. Briser les chaînes de *Gomorra*. ■

PHILIPPE RIDET
PHOTO JEAN-LUC BERTINI
POUR « LE MONDE »

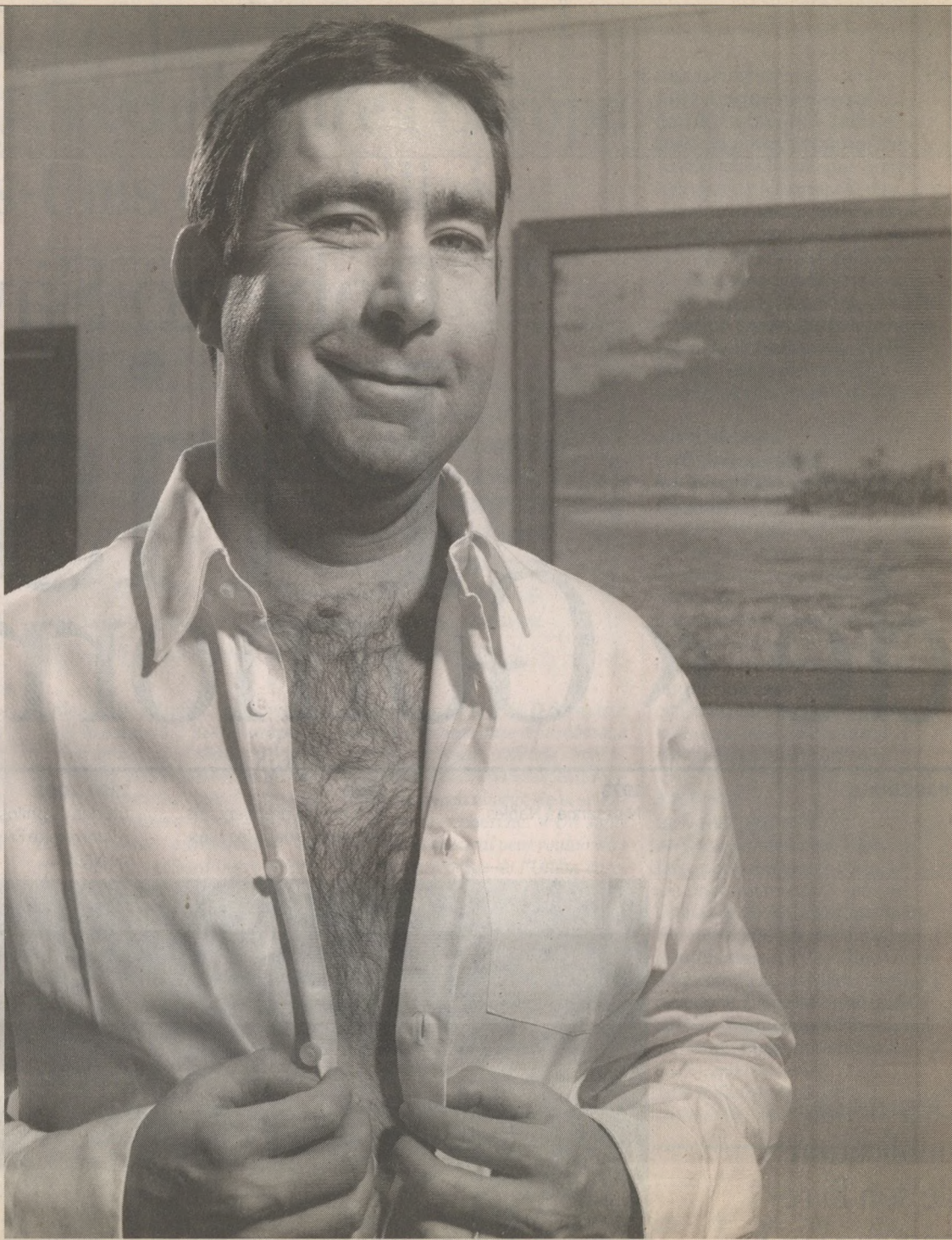


En haut, Patricia Mortreux, greffée du cœur et des poumons : « J'avais 30 ans quand j'ai bénéficié de son don, elle en avait 24 lors de son accident de voiture. »

Ci-contre, Thierry Prévotat greffé du cœur : « J'ai pris cet organe comme une pièce mécanique (...). Cette greffe, c'est le plus beau cadeau qu'on ait pu me faire. »

En bas, Géraldine Corre, greffée du rein : « Je me sentais hyper bien physiquement, j'avais envie de ne pas perdre une miette de la vie. » PHOTOS CHRISTOPHE BEAUREGARD POUR « LE MONDE »





Comment vivre avec le rein d'un autre ?
Comment accepter le prélèvement d'un proche ?
Témoignages de greffés et de familles de donneurs, à l'occasion
de la Journée mondiale du don d'organes, le 17 octobre

« On est recyclable »

SANDRINE BLANCHARD

Une femme de 57 ans a eu son cœur, un homme de 42 ans a eu son foie et deux jeunes hommes de 28 et 32 ans ont bénéficié de ses reins. » Sébastien Sudrot avait besoin de savoir « où étaient allés » les organes de son père. « *Il a pu sauver quatre personnes !* » Claude, agent d'entretien, avait 58 ans et aucun problème de santé. Un samedi après-midi de janvier 2007, il s'est effondré dans les allées d'un supermarché du Val-d'Oise alors qu'il faisait des courses avec sa femme. Rupture d'anévrisme. « *Mon père était dans le coma, le médecin a expliqué à ma mère que c'était sans espoir.* » Claude était donneur, il l'avait toujours dit à sa famille.

« *C'était un mec super sympa, qui aidait les gens. Il disait toujours : "Si un jour je peux aider à vivre, autant le faire, on est recyclable"* », se souvient Sébastien. La famille a respecté son choix. « *J'ai accepté que l'on prenne ses organes mais je ne voulais pas que l'on touche à ses yeux et à sa peau ; c'était comme un instinct humain par rapport à l'odeur et au contact de la peau de mon père* », raconte son fils unique. Sébastien et sa mère ont pu revoir son corps après le prélèvement. « *Hormis la cicatrice, cela n'avait rien changé. Il avait un visage apaisé, j'ai pu regarder son dos et voir que ma volonté avait été respectée.* »

En 2007, en France, 1 562 personnes ont été prélevées, 4 666 malades ont été greffés et 227 sont morts faute de greffe. Actuellement, quelque 13 000 patients sont inscrits sur liste d'attente. A l'occasion de la Journée mondiale du don d'organes, le 17 octobre, un jardin éphémère sera créé dans le jardin du Luxembourg à Paris à l'initiative de la fondation Greffe de vie.

« *Nous sommes toujours en situation de pénurie*, souligne le docteur Jacky

Clauquin, directeur du prélèvement et de la greffe à l'Agence de la biomédecine (www.dondorganes.fr). La greffe est la thérapeutique ultime, utilisée lorsque toutes les techniques médicales et chirurgicales ne sont pas parvenues à « réparer » la défaillance d'un organe vital », résume-t-il. Anonyme et gratuit, le don d'organes est régi en France par la loi de bioéthique. Il repose sur le principe du « consentement présumé » : les équipes médicales consultent les proches du défunt pour vérifier qu'il n'était pas opposé au don. Une famille sur trois écarte l'idée d'un prélèvement. Seules les personnes décédées à l'hôpital en état de mort encéphalique, à la suite d'un traumatisme crânien ou d'un accident vasculaire cérébral, peuvent être prélevées. Dix centres hospitaliers peuvent le faire après un arrêt cardiaque.

Géraldine Corre a attendu neuf mois avant de bénéficier d'un rein. « *Parfois, lorsqu'il y avait un pont ou des départs en vacances, les médecins ou mon entourage me disaient : "C'est bien pour toi." Je trouvais cela bizarre de vivre dans l'attente de la mort de quelqu'un, et puis on se dit que c'est la vie.* » Le 31 mars 1999, l'hôpital l'a appelée : « *Comment vous sentez-vous ? Préparez votre brosse à dents et votre sac, il y a un rein pour vous.* » « *Sur le moment, on n'y croit pas, on pleure de joie et de panique.* »

Avant la greffe, Géraldine avait le sentiment d'être « un boulet », de vivre au ralenti. Depuis deux ans, elle était sous dialyse à cause d'une insuffisance rénale en phase terminale, découverte alors qu'elle tentait d'avoir un enfant par insémination artificielle. Elle avait 30 ans et « *tout s'écroulait* ». Son désir d'être mère était anéanti, son quotidien et sa vie de couple bouleversés. Après la greffe, « *ce fut la renaissance pour nous*

deux », résume Daniel, son mari. « *Je me sentais hyper bien physiquement, j'avais envie de tout faire, de tout voir, de ne pas perdre une miette de la vie* », raconte Géraldine.

Pour tenter « d'évacuer la maladie », le couple avait engagé une procédure d'agrément en vue d'une adoption. Le petit Mehdi est arrivé en mai 2001 et Shaïme en mai 2004. « *Nous ne vivons que de dons* », sourit Géraldine. Elle connaît l'âge, le sexe et les circonstances du décès de son donneur, mais elle ne veut rien dire. « *Par respect pour lui, je garde mon secret. Je me le suis idéalisé. Quand j'ai le blues, quand je n'ai plus envie de prendre mes médicaments, je pense à mon donneur. Quelquefois, j'imagine son visage, je me demande où il en était dans sa vie, je me dis que c'était forcément quelqu'un de bien. Ce rein, je l'ai accueilli, je m'en occupe et, grâce à lui, je vis. Quelque part, mon donneur est vivant, mais bon, on n'est pas deux non plus !* »

« Quand j'ai le blues, quand je n'ai plus envie de prendre mes médicaments, je pense à mon donneur »

Géraldine Corre
greffée du rein

Patricia Mortreux, elle, dit « *vivre pour deux* ». Posant ses mains sur son cœur et ses poumons greffés le 14 janvier 1988, cette femme de 50 ans, employée de banque, avoue « *parler* » régulièrement à sa donneuse. « *J'avais 30 ans quand j'ai bénéficié de son don, elle en avait 24 lors de son accident de voiture. C'est un peu comme une petite sœur. On fait notre route toutes les deux. Quand je vois des belles choses, je lui parle, quand j'ai des soucis, je lui dis : "Ne t'inquiète pas, je vais y arriver", quand j'ai des problèmes de santé, je lui demande de s'accrocher, de ne pas m'abandonner.* »

Pour ses dix ans de greffe, Patricia avait même préparé un long courrier pour les parents de la jeune fille. « *Un de mes amis m'a dit que je risquais de réveiller des douleurs. Je l'ai rangé.* » « *Tu connaîtras quel-*

que chose que tu n'as jamais connu », l'avait prévenu son médecin juste avant l'opération. Elle qui était toujours essoufflée, qui avait un mal fou à gravir quelques marches à cause d'une malformation congénitale, a eu le sentiment qu'on lui avait « insufflé » de l'air. « *La question sur l'origine des organes se pose immédiatement.* » Patricia a fait un « *petit rejet* » il y a quatorze ans, puis un autre en février dernier. « *J'essaie de la porter le plus loin possible* », dit-elle.

Thierry Prévotat, 41 ans, en est à son troisième cœur. Il y a eu le sien, qui fonctionnait de plus en plus mal à cause d'une malformation cardiaque décelée à l'enfance ; puis une greffe en 1990, qui a tenu dix ans avant un rejet chronique, et une deuxième en juillet 2000. « *Pour moi, ce n'était pas concevable qu'un cœur étranger à mon corps puisse fonctionner. Alors il a d'abord fallu accepter l'idée de la greffe.* » Après six mois d'attente, le téléphone a enfin sonné, le cœur était là. Après l'opération, Thierry avait « *peur qu'il s'arrête* » et se sentait « *comme prisonnier* ». « *Bien sûr* », il s'est posé la question de l'origine de son nouveau cœur. « *Il y a toujours un dossier médical qui traîne, où sont indiqués l'âge et le sexe du donneur, mais je n'ai pas eu envie de savoir. Je m'interdis d'y penser, j'ai pris cet organe comme une pièce mécanique.* »

Il était jeune, sans diplôme, il avait bien d'autres problèmes à régler. « *Cette greffe a changé ma vie et mon regard sur la vie. Je pouvais enfin faire des projets, même si l'équilibre était précaire.* » Il part sept mois à Tahiti, refait la bringue, joue enfin au foot, reprend une formation, se marie, devient papa. « *J'ai mis un point d'honneur à faire ma vie comme les autres, à ne pas cultiver ma différence*, dit-il, *cette greffe, c'est le plus beau cadeau qu'on ait pu me faire.* »

Après la mort de sa fille, Micheline Piveteau allait tous les jours à l'hôpital. « *Il fallait que je comprenne pourquoi les organes de Sandrine n'avaient pas pu être*

greffés alors que deux personnes devaient recevoir son cœur et un rein. » Les médecins lui répétaient : « *Ce n'est pas de votre faute, c'est à cause d'une hémorragie.* » « *Cela a été très dur à gérer* », se rappelle Micheline. Sandrine avait 20 ans, elle préparait un bac professionnel de coiffure.

Un dimanche après-midi de 1997, alors qu'elle encadrait bénévolement une course cycliste en Vendée, sa moto a chuté à la hauteur d'un lampadaire. A l'hôpital de Luçon, dans la salle des familles, lorsque les médecins ont posé la question du prélèvement d'organes, Micheline, sans savoir vraiment pourquoi, a tout de suite accepté. Son fils a rétorqué : « *Tu donnes quelque chose qui ne t'appartient pas.* » Son mari, lui, n'a rien dit. « *Ce fut un moment difficile* », se souvient Micheline. Les amis de Sandrine sont arrivés à l'hôpital. « *Ils étaient motards eux aussi. Ils nous ont révélé que notre fille leur avait dit qu'en cas d'accident, elle voudrait donner ses organes.* » Son frère a donc fini par accepter. « *On a pu revoir Sandrine. A part la cicatrice, on nous l'a rendu belle.* »

Evelyne Comte a téléphoné régulièrement à la coordinatrice des transplantations pour connaître le devenir des organes de son fils. « *Elle m'a renseigné sans problème. Aujourd'hui, quelque part, des personnes voient et vivent grâce à lui. Cela n'a rien d'admirable, c'est normal.* » François avait 16 ans. Le 12 janvier 2000, il est parti avec un copain se balader en moto sur les petites routes du Jura. Quelques heures plus tard, les pompiers appelaient sa mère. François était à l'hôpital de Besançon, dans le coma, perdu. Ce jeune lycéen avait sa carte de donneur d'organes. « *J'avais été sensibilisée par des amis et c'est un sujet dont on discutait souvent, mais jamais je n'aurai pensé qu'un jour la question se pose pour mon fils.* » Elle a respecté sa volonté « *sans hésiter, avec le sentiment d'être utile dans l'inutilité de la mort* ». Evelyne reconnaît qu'elle s'est « *raccrochée à ce don pour, peut-être, ne pas sombrer* ». Elle s'y raccroche toujours : « *Aujourd'hui, il y a encore un peu de mon fils qui vit, tout n'est pas fini.* » ■

Défis pour le socialisme du XXI^e siècle

Au-delà des mesures d'urgence, il faut repenser en profondeur la logique du développement pour redéfinir nos choix collectifs

À quelles remises en cause la crise, à laquelle nous sommes actuellement confrontés, doit-elle nous conduire ? Devons-nous simplement nous engager à mettre en place les mécanismes de contrôle qui empêcheront de tels excès de se reproduire ? N'est-il pas aussi urgent, si c'est le système même qui est en cause, de nous saisir avec force de cette occasion pour repenser en profondeur notre rapport au capitalisme et notre vision du progrès social, pour réinterroger les représentations de l'homme et de la vie en société sur lesquelles repose la science économique, pour exiger des économistes qu'ils arriment de nouveau leur science au réel et ne l'exonèrent plus de considérations morales et politiques ?

La crise financière est le fruit de la victoire idéologique d'une certaine conception de la vie en commun. Si nous ne nous affrontons pas directement à cette conception, gageons que dès la crise passée, toutes les

Dominique Méda

Philosophe

Vincent Peillon

Député européen socialiste

tions de fond qui, prises à la racine, doivent être repensées par le camp progressiste à l'occasion de cette crise. C'est en rompant avec l'utilitarisme étroit de l'économie politique anglaise que les premiers républicains et les premiers socialistes avaient construit, dans le cadre de l'Etat nation, les règles démocratiques et sociales qui ont fait le patrimoine de nos sociétés. C'est ce même geste qu'il faut reproduire aujourd'hui, avec l'Europe, dans le cadre de l'économie mondialisée qui est la nôtre.

La constitution de la bulle financière, mais aussi le développement de l'économie réelle se sont nourris des concepts et des représentations forgés par l'économie classique et néoclassique. Ainsi en va-t-il du concept d'utilité, travaillé par toute la pensée économique du XIX^e siècle, et dont Léon Walras disait en 1874 : « *Qu'une substance soit recherchée par un médecin pour guérir un malade ou par un assassin pour empoisonner sa famille, c'est une question très importante à d'autres points de vue, mais tout à fait indifférente au nôtre. La substance est utile, pour nous, dans les deux cas, et peut-être plus dans le second que dans le premier.* »

Dès lors, si la richesse, c'est l'utilité, alors une production utile est donc simplement celle qui trouve son consommateur. Comme l'a montré Jean-Joseph Goux, « *c'est l'émancipation d'avec toute la philosophie morale qui est en jeu* ». Désormais, toute consommation est utile, toute consommation a de la valeur. Les arguments fondés sur les besoins – nous devons absolument produire, et produire toujours plus, et aussi toujours plus consommer pour faire repartir la machine économique, parce que les besoins humains sont infinis – se nourrissent de cette équivoque entre les vrais besoins, la vraie utilité, qui améliore vraiment la condition de tous les hommes, et la futilité, le gaspillage. « *Dans le système néoclassique, écrit Galbraith, la consommation est généralement quelque chose de parfait qu'il faut maximiser par tout moyen légitime et socialement inoffensif. C'est aussi un plaisir curieusement sans nuances.* »

En substituant le désir individuel subjectif au besoin – qui peut, lui, être objectif, collectif, et dont on peut donc discuter –, l'éco-

nomie a en même temps rendu impossible la construction d'un bien commun. Et cela parce qu'elle a décidé souverainement que l'utilité ne pouvait être déterminée qu'à partir de la multiplicité infinie de désirs, tellement spécifiques, incomparables et particuliers qu'il sera impossible de les agréger, voire de les comparer. C'est ce que s'attache inlassablement à soutenir toute une partie de l'économie qui fait ses délices de l'incomparabilité des préférences individuelles. C'est ce qui explique aussi que notre PIB ne soit qu'une grosse comptabilité d'entreprise, qu'il ne fasse qu'agréger des augmentations de production, c'est-à-dire des appropriations individuelles de biens et services apportés sur le marché.

Or, nous vivons depuis la seconde moitié du XX^e siècle les yeux rivés sur la croissance du PIB comme si celle-ci était capable de représenter nos avancées en matière de progrès ou de civilisation et comme si l'augmentation de la production et de la consommation était la seule façon de mettre le mon-

de en valeur. Le moment actuel ne marque pas seulement un dérèglement ou un dysfonctionnement de la régulation. Car l'absence de régulation et la tolérance aux excès reposent sur des choix plus profonds qui habillent les choix politiques d'une évidence scientifique pourtant discutable.

C'est pourquoi il serait insuffisant de se contenter de mesures conjoncturelles, seraient-elles nécessaires, et naïf de croire que des mesures structurelles de régulation du même système seront suffisantes. Cette crise doit nous conduire à ouvrir la boîte noire de la logique du développement de nos sociétés et à réinterroger la pertinence des indicateurs avec lesquels nous mesurons nos progrès et définissons nos choix collectifs.

Poser la question du système, c'est poser la question des valeurs et des concepts par lesquels nous nous représentons notre vie collective. Nous devons, à nouveaux frais, nous poser, ensemble, la question de savoir ce que sont les ingréd-

dients d'une société qui dure et d'un progrès de la civilisation en termes de justice et de liberté. Il nous faut mettre en place les indicateurs qui nous permettront de mesurer non seulement des augmentations générales de consommation mais aussi sa répartition, les évolutions du patrimoine naturel, les accès aux biens premiers et aux droits fondamentaux.

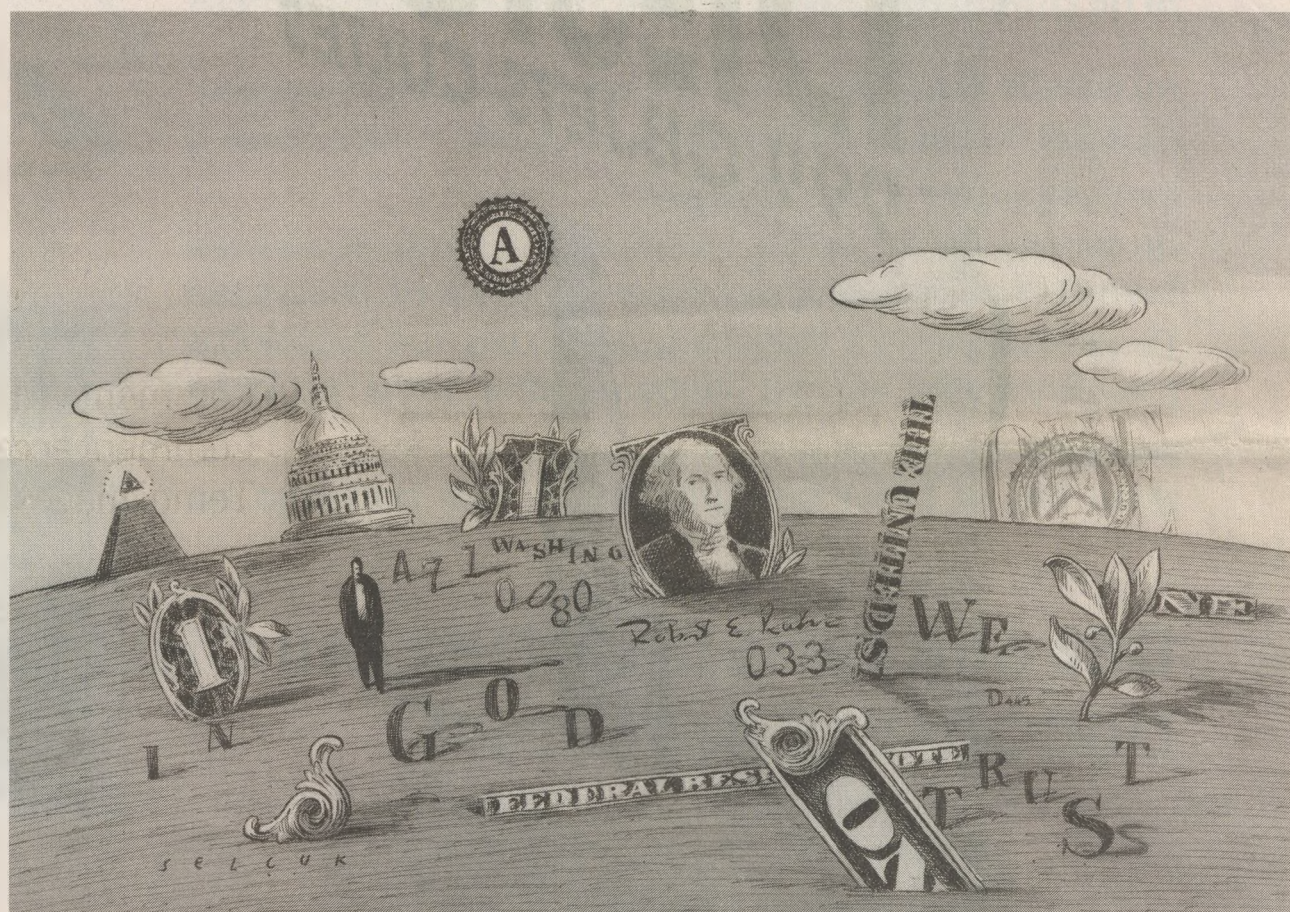
Le socialisme du XXI^e siècle doit se construire une doctrine pour aborder les défis des crises, énergétique, alimentaire, climatique, financière qui déchirent la planète, obèrent l'avenir et piétinent des vies humaines par centaines de millions. L'idée d'un nouveau modèle de croissance où développement durable, justice sociale, progrès des libertés et de la démocratie marcheraient ensemble, qui romprait avec l'orthodoxie tyrannique des économistes, sera au cœur de cette doctrine. La crise que nous vivons doit aussi être l'occasion de relancer cet effort de pensée et de conduire cette bataille idéologique avec courage. ■

En substituant le désir individuel subjectif au besoin, l'économie a en même temps rendu impossible la construction d'un bien commun

forces qui ont conduit au dérapage que nous connaissons se recomposeront pour continuer d'affirmer, équations et démonstrations à l'appui, que de l'avidité sans limites et de la consommation ostentatoire des uns vient le progrès de tous, que les règles constituent un obstacle à l'obtention de la plus grande production possible, que « la société » ne signifie rien et qu'on ne rencontre que des individus poursuivant leurs fins et visant à maximiser leur utilité, c'est-à-dire à consommer toujours plus.

En un mot que l'alpha et l'oméga de la vie en société, c'est d'augmenter sans relâche les actes d'appropriation individuelle sur un marché. Bien commun, autre définition de la richesse, de l'émancipation des personnes, de la propriété, voilà les ques-

Après Bush par Selçuk



L'économie sociale de marché, un enjeu d'une rive à l'autre du Rhin

Quand le krach financier met à bas le modèle économique anglo-saxon, Paris et Berlin doivent proposer ensemble une alternative

L'union fait la force. L'union fait la confiance. Voilà ce que la plupart des commentateurs retiennent de la riposte conjointe des Européens à la crise financière. Compte tenu des réticences initiales, la performance de la présidence française de l'Union européenne mérite d'être saluée. La réunion sans précédent des responsables politiques de la zone euro et des Britanniques marque une étape importante, et c'est heureux. Mais, pour que l'Union européenne se consolide durablement, un effort majeur est nécessaire, notamment de la part des Français et des Allemands.

Certains Français redoutaient, ces dernières années, une Allemagne trop forte. Ils feraient bien de craindre une Allemagne trop faible. Depuis l'hyperinflation des années 1920, terreau propice à l'éclosion du nazisme, les Allemands ont la hantise de toute forme d'instabilité. Les Français devraient aider l'Allemagne à surmonter ce traumatisme historique. Le moment est propice : la performance exceptionnelle de la Banque centrale européenne (BCE) discrédite les critiques déplacées à son encontre ; la crise actuelle montre la valeur des principes de discipline monétaire et budgétaire en vertu desquels les Allemands ont renoncé au mark. Une France plus fiable serait pour l'Allemagne un partenaire plus sûr.

Sylvie Goulard

Présidente du Mouvement européen-France

Karl Lamers

Ancien porte-parole du groupe CDU-CSU au Bundestag

L'Allemagne doit cependant admettre qu'elle s'est enfermée dans deux impasses. La manière dont quelques barons locaux, drapés dans la « subsidiarité », ont réussi à faire passer la défense de leur pré carré avant l'intérêt général européen, est nocive. Comme première nation exportatrice du monde, l'Allemagne a tout à gagner d'une Europe forte, apte à jouer un jeu global. De même, l'Allemagne serait plus avisée de défendre le marché unique européen, dont ses entrepreneurs et ses salariés tirent un bénéfice considérable, que de céder aux pressions poujadistes de ses « contribuables ». Encore faudrait-il que ces derniers sachent que les Français ou les Italiens ont pris une part plus lourde du fardeau budgétaire européen ces dernières années.

Lorsqu'ils se sont d'abord opposés à une solution européenne pour sauver les banques, M^{me} Merkel et M. Steinbrück ont commis une erreur d'appréciation. C'est d'autant plus surprenant qu'en décembre 2005, peu après son arrivée au pouvoir, la chancelière avait montré une grande hauteur de vue dans les négociations budgétaires européennes.

A Colombey, la messe franco-allemande continue d'être dite. Mais les deux gouvernements pratiquent le rite ancien, dos à la société. La décrue de l'apprentissage de la langue de l'autre, si grave pour l'avenir de l'Europe, ne trouble plus personne. Des deux côtés du Rhin, à l'exception d'initiatives ponctuelles, comme l'Année de la France en Rhénanie du Nord-Westphalie, c'est « English über alles ».

Sursaut intellectuel

Tout en défendant théoriquement une Europe diverse, Français et Allemands se sont résignés à l'uniformité. La déroute des conceptions dites « anglo-saxonnes » devrait appeler un sursaut intellectuel continental. L'enjeu de demain, c'est la reconstruction du concept d'économie sociale de marché. Même Gordon Brown semble plus intéressé par des approches européennes. Des avancées conceptuelles inimaginables il y a quelques mois encore sont peut-être à portée de main.

C'est pourquoi la France et l'Allemagne doivent, avec d'autres partenaires de bonne volonté, reprendre l'initiative. La relance de 2007 n'a été qu'un trompe-l'œil. Les discussions sur le traité de Lisbonne ont eu lieu, sous présidence allemande, à huis clos. Et les marchandages chers aux délégations diplomatiques ont produit leurs habituels effets : un texte qui n'avait de simplifié que le nom a été soumis à ratification sans qu'aucune leçon ne soit tirée des deux référendums français et néerlandais de 2005. Le traité de Lisbonne n'est en effet assorti d'aucune clause prévoyant qu'un pays votant non assume les conséquences de ce refus au lieu de le faire subir à tous les autres.

Sous la présidence française, le Conseil européen renvoie aux Irlandais le soin de trouver une solution au blocage institutionnel qu'ils ont créé. C'est hasardeux. Pendant la campagne référendaire dans son pays, le commissaire européen M. McCreevy a reconnu ne pas avoir lu le traité. Il n'a pas non plus anticipé les conséquences, en Europe, de la crise des prêts hypothécaires, qui a pourtant commencé aux États-Unis en août 2007. La réaction unilatérale du gouvernement irlandais accordant une garantie à ses seules banques nationales doit conduire à placer ce pays devant ses responsabilités. Aussi, la sortie de crise incombe finalement moins au pays défaillant qu'à ceux

qui se sont longtemps dits le moteur de l'Europe ; elle suppose aussi de restaurer l'autorité de la Commission, bien mise à mal en ce moment, et dont nous avons pourtant tous besoin.

Pendant que le monde change à vive allure, nous n'avons pas le droit de poursuivre nos petites querelles, de faire encore l'Europe au ralenti. La compétition mondiale est rude. Quand la crise sera achevée, les pays qui auront accompli les réformes structurelles et préservé leur ouverture, ceux-là jouiront d'une position plus avantageuse. Plus que l'Allemagne, la France a du souci à se faire, mais même l'Allemagne n'y parviendra pas seule.

Parce qu'elle possède une taille mondiale, parce qu'elle combine liberté d'entreprendre et régulation, concurrence et solidarité, l'Union européenne est notre avenir. Son succès suppose d'approfondir nos coopérations, notre connaissance mutuelle. C'est la confiance qui fait l'union. ■

RECTIFICATIFS ET PRÉCISIONS

Syndicats. Citées dans l'article intitulé « Nous remontions la pente et tout s'écroule », paru dans l'édition datée 12-13 octobre, Valérie Pringuez et Djamilia Salvatori appartiennent à la CGT et non à la CFDT.

Le livre du jour

Etats-Unis, un scrutin complexe

L'observateur étranger a parfois de quoi rester perplexe devant les particularités du système politique américain. Ainsi, le 4 novembre, il n'est pas exclu, en cas de vote serré entre Barack Obama et John McCain, que le candidat à la présidentielle qui aura obtenu le plus de voix au suffrage universel ne soit pas élu, comme ce fut le cas en 2000, lorsqu'Al Gore perdit face à George W. Bush. Aux Etats-Unis, le président est élu par des grands électeurs désignés dans chaque Etat et, si un candidat l'a emporté, même

**Tout ce que vous avez toujours
voulu savoir sur les élections
américaines**

Bernard E. Brown

Ed. Autrement, 190 pages, 17 €

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les élections américaines

Bernard E. Brown

Ed. Autrement, 190 pages, 17 €

de peu, dans un Etat, ses grands électeurs votent tous pour lui. A la convention de 1787, ce point donna lieu aux débats les plus passionnés et il fallut une trentaine de votes pour arriver à ce compromis. Mais deux cent vingt et un ans plus tard, pourquoi les règles n'ont-elles pas changé, dans un pays devenu par ailleurs grand donneur de leçons de démocratie ?

De même, des contestations pourraient resurgir dans les décomptes des voix via des « machines à voter » qui ne seront pas uniformisées avant 2012, si elles le sont un jour. On l'oublie souvent, ce pays a une Constitution fédérale et cinquante Constitutions d'Etat, avec leur gouverneur, leur parlement et leur cour de justice. Bon connaisseur de la politique française, le politologue américain Bernard E. Brown prend ces paradoxes à bras-le-corps, « *tel Polonius cherchant à expliquer l'étrange comportement d'Hamlet* ». Il le fait non pas dans une somme académique mais par des réponses aux questions les plus souvent posées en France. Il s'attaque ainsi à certaines idées reçues, que Pascal Perrianeau, directeur du Cevipof, appelle dans sa préface les « *prénotions paresseuses* » des observateurs français.

Elles tournent autour de quatre grands thèmes, traités comme autant de « portes d'entrée » dans la science politique d'outre-Atlantique. L'argent : celui qui en a le plus l'emporte-t-il ? Le spectacle auquel les interminables campagnes donnent lieu empêche-t-il les débats de fond ? Le rôle de la religion est-il déterminant en politique ? Démocrates et républicains sont-ils bonnets blancs et blancs bonnets ? On s'en doute, M. Brown répond par la négative à chacune de ces questions, en nuancant. La complexité américaine ne souffre pas les jugements manichéens, explique-t-il, égratignant au passage quelques grands penseurs français, comme Bernard-Henri Lévy, auteur du livre-enquête *American Vertigo* (Grasset, 2006).

Ses démonstrations sont plutôt bien servies par les caractéristiques de l'actuelle campagne. Ainsi, M. McCain était loin d'être le plus fortuné des candidats à l'investiture républicaine mais l'a emporté. Même chose côté démocrate : Hillary Clinton, avec sa fortune personnelle et sa capacité à lever des fonds auprès des gros contributeurs, s'est inclinée devant Barack Obama, moins riche mais plus habile à collecter des sommes modiques auprès de centaines de milliers de petits donateurs. Les différences idéologiques sont bien marquées : Barack Obama se situe clairement à gauche de l'échiquier politique américain et M. McCain à droite. Reste pour eux à surmonter le grand travers du bipartisme américain qui les oblige à capter des voix au centre pour obtenir une majorité, au risque de rebuter leurs propres militants. Bipartisme ? Là encore, il faut nuancer, explique M. Brown : « *Les observateurs européens sous-estiment l'importance des partis minoritaires américains.* »

Lesdits observateurs auront plus de mal à le suivre lorsqu'il dresse des parallèles entre les Etats-Unis et la France, entre le Parti démocrate et le PS. Ou lorsqu'il se lance dans des comparaisons hasardeuses, entre les excès de la guerre contre le terrorisme mené par M. Bush et la répression des indépendantistes algériens des années 1960. On ne vient pas à bout dans un ouvrage, fût-il pédagogique, de tous les malentendus franco-américains... ■

MARTINE JACOT

Energie et changement climatique

Malgré la crise économique, la lutte contre le réchauffement doit demeurer une priorité pour l'UE

Alors que nous sommes plongés dans les affres du ralentissement économique mondial, il est tentant de repousser au second plan le passage à une économie sobre en carbone. Et pourtant, cette évolution est, de fait, indissociable de notre santé économique future.

Tandis que les prix élevés du pétrole et du gaz alimentent l'inflation, notre dépendance à l'égard de sources d'énergie fortement productrices de carbone contribue bel et bien à la déconfiture de nos économies. Elle constitue également une menace pour la sécurité de notre environnement et la stabilité géopolitique de la planète. Nous devons nous servir de l'Union européenne pour fixer un nouveau cap mondial en matière de faibles émissions de carbone.

Même si, pour l'instant, Wall Street est au centre de nos préoccupations, notre dépendance à l'égard d'une offre limitée de pétrole et de gaz est désormais la principale cause de l'inflation mondiale et a joué un rôle de premier plan dans le ralentissement économique mondial. La croissance de la population mondiale, qui est de 6,6 milliards d'individus à ce jour, et devrait passer à 9 milliards en 2050, ainsi que la rapide expansion économique des pays en développement (tous les jours, le parc automobile chinois augmente de 20 000 nouveaux véhicules), font de cette évolution un bouleversement structurel et non une aberration temporaire.

Il est aisé d'être fataliste, de conclure qu'une plus grande insécurité est inéluctable. Il existe toutefois une autre alternative. En diversifiant notre approvisionnement énergétique, nous pouvons éviter une nouvelle course mondiale aux ressources qui nous contraindrait à nous en remettre de plus en plus aux pays qui les

David Miliband

Ministre britannique des affaires étrangères

contrôlent. En construisant une économie sobre en carbone, nous pouvons non seulement limiter les émissions de gaz à effet de serre et réduire les tensions inflationnistes, mais aussi créer des emplois verts et une croissance écologique.

Les technologies nécessaires pour concrétiser cette vision existent, ou sont en voie d'émergence. En adoptant le nucléaire et les énergies renouvelables, et en faisant du charbon une énergie propre, par la capture et le stockage du carbone, nous pourrions produire de l'électricité avec une faible empreinte carbone. Des appareils moins gourmands en énergie et une meilleure isolation réduiront la consommation énergétique domestique. Et alors que les constructeurs automobiles développent la technologie nécessaire à la mise sur le marché de véhicules hybrides, un système de transport post-pétrole devient une réelle possibilité pour l'avenir.

La principale question est la suivante : comment faire pour accélérer le processus ? Il me semble qu'à cet égard, l'UE pourrait jouer le rôle de catalyseur. Cette organisation, qui est née de la coopération sur les marchés du charbon et de l'acier, comme moyen de prévenir les conflits et l'instabilité en Europe, doit retrouver ses racines.

Aujourd'hui, l'Union européenne doit mettre en œuvre tous les outils dont elle dispose (réglementation, marchés et positions de négociation) pour définir des normes mondiales et éviter que la course aux ressources énergétiques ne dégénère en conflit, non pas dans ses frontières,

mais par-delà celles-ci. Les priorités sont triples. Tout d'abord, nous devons utiliser notre influence, dans un cadre de négociations, pour faire adopter un accord mondial sur le changement climatique au-delà de 2012. Le leadership de l'UE est essentiel pour parvenir à un accord mondial ambitieux. Les objectifs que nous nous sommes fixés en 2007 (réduction de nos émissions d'au moins 20 % au plus tard en 2020 et d'au moins 30 % dans le contexte d'un accord international) nous placent à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique.

Ensuite, la planète a besoin d'un marché mondial du carbone, afin d'aider les pays développés à identifier les secteurs

nisme central de fixation des plafonds, et établir des liens avec des bourses du carbone qui voient le jour en ce moment dans d'autres pays : les Etats-Unis, le Canada et la Nouvelle-Zélande.

Enfin, nous pouvons orienter l'investissement mondial vers les technologies vertes. En édictant, au niveau de l'UE, des normes ambitieuses concernant les nouveaux véhicules et appareils ménagers, nous pouvons utiliser le poids du plus grand marché unique de la planète pour encourager l'innovation dans le monde entier. En convenant d'un mécanisme incitatif au niveau européen, nous pouvons construire des projets de démonstration de capture et de stockage du carbone.

Une telle avancée est à la fois critique et urgente ; ce n'est qu'en utilisant la technologie grandeur nature que nous serons en mesure de réduire le coût du charbon propre et de passer à l'utilisation globale de la capture et du stockage du carbone. Nous avons besoin de la capture et du stockage du carbone, non seulement pour atteindre nos propres objectifs d'émissions au sein de l'UE, mais pour contribuer à la réduction des émissions des pays qui utilisent le charbon pour produire de l'électricité.

En définitive, l'UE sera jugée sur son aptitude à tenir ses engagements pour 2020. Tout manque d'ambition par rapport à la réalisation pleine et entière de ses promesses minera les prétentions européennes au leadership planétaire dans le domaine climatique et au-delà, parce que, que ce soit en termes économiques, environnementaux ou géopolitiques, il est de plus en plus évident que nous ne pouvons plus nous permettre de dépendre des énergies fortement émettrices de carbone. Le ralentissement économique actuel n'est pas une raison pour retarder le passage à une économie sobre en carbone, c'est une raison supplémentaire de l'accélérer. ■

Notre dépendance à l'égard d'une offre limitée de pétrole et de gaz est désormais la principale cause de l'inflation mondiale

les plus rentables pour la réduction de leurs émissions, et pour opérer des transferts de fonds, afin que les nations en développement puissent passer directement aux énergies faiblement productrices de carbone. Le système européen de marché de permis d'émission (*Greenhouse Gas Emission Trading Scheme*) pourrait en constituer le socle. Nous devons veiller à sa pérennité, en mettant en place un méca-

Des nouvelles règles pour sortir d'un système toxique

Pour mettre fin aux dérèglements actuels, il faut contrôler transactions financières et paradis fiscaux

Panique à bord ! Péril en la demeure ! Feu au lac ! La situation est-elle devenue suffisamment dramatique pour qu'enfin les dirigeants européens prêtent l'oreille à ceux qui dénoncent depuis de longues années l'économie-casino, le tout-marché et l'empire de la finance déchaînée ? Ceux qui ont gobé l'idéologie, affirmé comme M^{me} Thatcher qu'il n'y avait « *pas d'alternative* », ou cru pouvoir « humaniser » le néolibéralisme en sont pour leurs frais. Écouteront-ils à présent ?

Les partis sociaux-démocrates qui ont choisi d'accompagner ce système se sont rendus complices de son projet : enrichir indécentement une minorité, augmenter substantiellement la part du capital dans le partage de la valeur ajoutée, mettre les salariés partout sur la défensive, se faire aider des États, de la Commission et de la Banque centrale européennes (BCE).

La crise vient de l'explosion du crédit, surtout aux États-Unis, de « l'effet de levier » permettant la création de 40 dollars et plus pour chaque dollar « réel ». Elle résulte des « innovations » des banques, débarrassées de toute entrave. Leur métier ? Mélanger toutes sortes de dettes, en faire des saucissons, les trancher et vendre les tranches à d'autres avec l'aide des agences de notation accordant des labels AAA de complaisance.

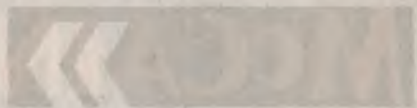
Se lançant dans le jeu de la patate chaude, les banques croyaient se dégager de tout risque. Elles ont si bien manœuvré qu'à présent nul ne sait qui doit quoi à qui, combien valent les tranches pourries de saucissons-dettes ni combien la banque voisine a réellement en caisse. Du coup, personne ne veut prêter à quiconque, d'où le gel du crédit, ce sang vital au système circulatoire financier. Ce ne sont pas hélas les 700 milliards de dollars (513,7 milliards d'euros) de M. Paulson qui vont changer la donne.

La solution est ailleurs. D'abord imposer des règles que tout le monde ou presque préconise à présent : pas d'opérations bancaires hors bilan, ratios de crédit strictement imposés, fermeture des marchés de ces produits dérivés dont on se passait par-

Susan George

Politologue, présidente d'honneur d'Attac France

faitement il y a dix ans. Soutenir les ménages et les PME et PMI qui ont emprunté plutôt que ceux qui leur ont prêté. Mettre fin au socialisme pour riches qui privatise les profits et fait payer les pertes aux contribuables. Accepter qu'une banque qui est « *too big to fail* » – « trop grande pour faire faillite » – est aussi trop grande pour rester aux mains du secteur privé. La FED, la BCE, les gouvernements qui trouvent instantanément des milliards pour renflouer telle ou telle grande maison n'ont rien obtenu en retour : c'est là le vrai scandale. Il est temps



Que les États membres reprennent ces institutions en main et remettent à l'ordre du jour

John Maynard Keynes et le keynésianisme vert

de se servir du pouvoir politique pour sortir de ce système toxique et saisir l'occasion que cette crise nous offre.

Car elle ouvre en effet une piste pour résoudre deux autres crises reléguées, à tort, au second plan. La crise de la pauvreté et des inégalités s'aggrave avec l'augmentation des prix de l'énergie et des aliments. Le réchauffement planétaire deviendra vite irréversible avec son cortège de catastrophes – tempêtes, sécheresses, inondations, millions de « réfugiés climatiques ».

Nous pouvons résoudre les trois crises à la fois à condition de changer de regard et d'échelle. La Grande Dépression *bis* n'est pas inévitable, mais il faut se servir immédiatement de la crise financière pour l'empêcher de s'installer. Souvenons-nous du New Deal du président Franklin Roosevelt et de la conversion de l'économie américaine à une économie de guerre dans les années 1930-1940. C'est d'un effort de cette envergure dont nous avons besoin.

Il faudrait réduire rapidement nos émissions de gaz à effet de serre d'au moins 90 %. Impossible ? Pas du tout, à partir du moment où la conversion à une économie verte est adoptée comme grande cause nationale et européenne. Il s'agit d'éliminer la dépendance énergétique de l'Europe, estimée actuellement à 54 %, en investissant massivement dans les énergies alternatives non polluantes (vent, vagues, marées, solaire...) Les bâtiments existants seraient réaménagés pour devenir moins gourmands en énergie ; les nouveaux répondraient à des normes strictes ; les particuliers et les propriétaires auraient accès à des prêts avantageux pour effectuer ces transformations et la possibilité de revendre tout excédent de courant au réseau électrique.

L'amélioration et l'extension des transports en commun seraient prioritaires. La recherche industrielle s'axerait sur les matériaux légers pour la construction aéronautique et automobile ; l'agriculture tendrait vers la production à dose faible ou nulle d'intrants à base de pétrole. Un pot de yaourt ne voyagerait plus 7 000 kilomètres avant de rencontrer le consommateur – et il serait emballé plus économiquement.

La liste est évidemment non limitative et chacun aura la sienne. L'essentiel est de comprendre que techniquement parlant, rien de tout cela ne pose de problème insurmontable : nous savons déjà prendre la plupart des mesures nécessaires, et le coût des produits jugés pour l'instant « trop chers » le serait bien moins une fois ces derniers fabriqués à grande échelle.

D'où viendraient les moyens pour une telle conversion ? Les banques, sous la tutelle des pouvoirs publics, devraient consacrer

une part importante de leurs portefeuilles aux particuliers et aux entreprises s'engageant dans une démarche écologique. On pourrait réduire les impôts sur le travail pour les augmenter sur le carbone.

Comme la fiscalité s'arrête aux frontières, les gouvernements n'ont pas tiré parti d'un gisement financier important : la taxation internationale. Attac propose depuis longtemps l'instauration d'une taxe minime sur les transactions financières : échanges de monnaies, achat d'actions ou d'obligations, etc. Les entreprises transnationales seraient assujetties à la « taxe unitaire sur les profits » sur la base de leurs ventes dans chaque juridiction pour les empêcher de recourir aux paradis fiscaux, où passe la moitié des financements liés au commerce international. Ces paradis font prospérer les criminels et subir aux gouvernements un manque à gagner d'au moins 250 milliards de dollars par an en recettes fiscales.

Quant au Sud, la dette publique que le G8 promet d'annuler depuis dix ans le serait enfin, contre l'obligation de participer à l'effort écologique. Les élites africaines qui depuis trente-cinq ans ont fait s'envoler plus de 400 milliards de dollars vers les paradis fiscaux seraient surveillées et leurs avoirs illégaux saisis au profit de leurs peuples.

Ce scénario serait politiquement gagnant. Il fournirait aux salariés des emplois de qualité, aux entreprises de nouveaux débouchés et aux gouvernements de nouvelles recettes. La santé publique serait améliorée tout comme la cohésion et la justice sociales. Les responsables politiques ayant le courage de proposer un tel programme aux citoyens et de l'imposer aux industries financières se feraient élire.

Deux obstacles de taille : l'actuel statut d'indépendance de la BCE avec sa politique monétaire ultraorthodoxe et l'orientation résolument néolibérale de la Commission européenne. Un seul remède : que les États membres reprennent ces institutions en main et remettent à l'ordre du jour John Maynard Keynes et le keynésianisme vert. Il nous faut faire revivre une période comme celle de la seconde guerre mondiale – la guerre en moins. ■

Barack Obama - John McCain

L'ultime débat

Le candidat démocrate à la Maison Blanche, Barack Obama, et son rival républicain, John McCain, se sont affrontés, pour leur troisième et dernier débat, le 15 octobre à Hempstead (Etat de New York)

Vous avez proposé de nouveaux plans pour faire face à la crise économique. En quoi votre plan est-il le meilleur ?

John McCain. (...) Aujourd'hui, les Américains sont blessés, et ils sont en colère. Ils sont les victimes innocentes de la cupidité et d'excès commis aussi bien à Wall Street qu'à Washington. (...) Ils veulent que ce pays prenne une autre direction. (...) Actuellement, nous avons attribué un financement de 750 milliards de dollars [le plan Paulson]. Prenons-en 300, rachetons [les] hypothèques immobilières, et négocions avec les gens, chez eux, onze millions de foyers, pour qu'ils puissent payer leurs hypothèques et garder leurs maisons. (...) Nous devrions faire passer les propriétaires immobiliers en premier. Je suis déçu que le secrétaire [Henry] Paulson et d'autres n'en aient pas fait leur première priorité. (...)

Barack Obama. (...) Tout le monde comprend désormais que nous traversons la pire crise financière depuis la Grande Dépression [à partir de 1929]. Et le plan de sauvetage financier que le sénateur McCain et moi-même avons soutenu est un premier pas important. (...) Mais ce que nous n'avons pas encore vu, c'est un plan de sauvetage pour la classe moyenne. (...) Concentrons-nous sur l'emploi. Je veux mettre un terme aux avantages fiscaux octroyés aux entreprises qui délocalisent les emplois et donner un crédit d'impôt à chaque entreprise qui crée des emplois ici, en Amérique. (...) Aidons les familles tout de suite en leur accordant une réduction d'impôt – une réduction d'impôt aux classes moyennes – destinée à ceux qui gagnent moins de 200 000 dollars et autorisons-les à utiliser leur compte IRA [plan d'épargne-retraite personnel] sans pénalités s'ils traversent un moment de crise. (...)

J. McC. (...) J'aimerais faire remarquer qu'il y a quelques jours le sénateur Obama était dans l'Ohio, où il a rencontré un plombier dénommé Joe [Wurzelbacher]. Joe veut acheter l'entreprise où il travaille depuis des années dix à douze heures par jour. Et il voulait acheter l'entreprise mais il a regardé votre plan fiscal, et il a vu qu'il allait payer beaucoup plus d'impôts. Vous alliez le mettre dans une tranche fiscale supérieure, ce qui allait faire augmenter ses impôts et ne pas lui permettre d'employer de salariés, ce que Joe voulait faire pour réaliser le rêve américain.

Bien. Le sénateur Obama parle des très très riches. Joe, je voulais vous dire : non seulement je vais vous aider à acheter cette entreprise (...) mais je maintiendrai vos impôts à un faible niveau et je fournirai une couverture-santé disponible et abordable pour vous-même et pour vos salariés.

Et je n'instaurerai pas (...) une hausse d'impôt sur les bénéfices des petites entreprises. (...) Ce que vous [M. Obama] voulez faire à Joe le plombier et à des millions comme lui, c'est augmenter leurs impôts, ce qui fait qu'ils ne pourront pas réaliser le rêve américain : être propriétaire de leur entreprise.

B. O. Je pense que la politique fiscale est une différence majeure entre le sénateur McCain et moi-même. Nous voulons tous deux réduire les impôts, mais pour qui ? Le cœur de la proposition économique du sénateur McCain, c'est d'octroyer 200 milliards de dollars sous forme de réductions d'impôts supplémentaires à certaines des entreprises les plus riches d'Amérique. Exxon Mobil et certains autres groupes pétroliers, par exemple, recevraient 4 milliards de dollars supplémentaires sous la forme de réduction d'impôt.

Ce que j'ai dit, c'est que je veux donner une réduction d'impôt à 95 % de la population active américaine. (...) Si vous gagnez moins de 250 000 dollars par an, votre impôt sur le revenu n'augmentera pas ; votre impôt sur les plus-values n'augmentera pas, et vos contributions salariales non plus. Pas d'un centime. (...)

D'ailleurs, des études indépendantes ont examiné nos

plans respectifs et ont conclu que je propose trois fois plus d'allègement fiscal aux foyers des classes moyennes que le sénateur McCain. (...)

J. McC. (...) En d'autres termes, nous allons prendre l'argent de Joe, le donner au sénateur Obama, et laisser ce dernier distribuer la richesse. Je veux que ce soit Joe le plombier qui distribue la richesse. (...) Tout ce qui sous-tend les plans du sénateur Obama, c'est la lutte des classes. (...)

B. O. (...) Pour donner des réductions d'impôt supplémentaires à Joe le plombier avant qu'il soit en situation de gagner 250 000 dollars (...), Exxon Mobil, qui a gagné 12 milliards de dollars – un bénéfice record – tous ces derniers trimestres, peut se permettre de payer un peu plus. (...)

Pensez-vous pouvoir équilibrer le budget en quatre ans ?

B. O. Quand le président Bush a pris ses fonctions, nous avions un surplus budgétaire (...) et maintenant nous avons un déficit supérieur à la moitié d'un trillion de dollars [500 milliards de dollars]. (...)

J. McC. Sénateur Obama, je ne suis pas le président Bush. Si vous vouliez vous présenter contre le président Bush, il fallait le faire il y a quatre ans. Je vais donner une nouvelle direction à l'économie de ce pays. (...) Le sénateur Obama parle de voter les budgets. Il a voté deux fois pour un budget qui augmente les impôts des particuliers qui gagnent 42 000 dollars par an. Bien sûr, nous pouvons tailler au scalpel dans ce budget. Il échappe à tout contrôle. (...) Les Américains accusent le choc ce soir, ils sont en colère (...) et veulent une nouvelle direction. Je peux les emmener dans cette direction en réduisant les dépenses. (...)

B. O. (...) Si j'ai parfois confondu vos politiques avec celles de George Bush, c'est parce que (...) sur la politique fiscale, la politique de l'énergie, sur les dépenses prioritaires, vous avez été un soutien vigoureux du président Bush. Cela étant, vous avez fait preuve d'indépendance – d'une indépendance louable – sur certaines questions fondamentales, comme la torture par exemple, ce que je porte fortement à votre crédit. Mais en matière économique, ce que vous proposez pour l'essentiel, c'est huit années de plus de la même chose. Or ça n'a pas marché. Et je pense que les Américains comprennent que ça n'a pas marché. (...)

J. McC. D'accord. Mais il est très clair que j'ai été en désaccord avec l'administration Bush. J'ai été en désaccord avec les dirigeants de mon propre parti. J'ai des cicatrices qui le prouvent. (...)

Etes-vous prêts à vous dire en face ce que vos campagnes et vos équipes ont dit de l'un et de l'autre ? (...)

J. McC. (...) Je pense que le ton de cette campagne aurait pu être très différent. En vérité, elle est devenue assez dure. Et je regrette certains aspects négatifs des deux campagnes. Mais je pense qu'elle a pris de nombreuses formes inacceptables pour moi. L'une d'elles est arrivée l'autre jour, lorsqu'un homme que j'admire et respecte – sur lequel j'ai écrit –, le représentant [de Georgie] John Lewis, un héros américain, a fait des allégations sur le fait que Sarah Palin et moi-même étions associés au pire chapitre de l'histoire américaine, la ségrégation, les morts des enfants lors d'explosions de bombes contre des églises, George Wallace [ancien gouverneur de l'Alabama partisan de la ségrégation raciale]. Cela m'a fait très mal. Et, sénateur Obama, vous n'avez pas désavoué [M. Lewis]. A chaque fois qu'il y a eu une remarque déplacée faite par un républicain, quel qu'il soit, je m'en

suis démarqué. J'espère que le sénateur Obama se dissociera de ces affirmations faites par John Lewis. (...)

B. O. (...) On s'attend à ce que les campagnes présidentielles soient dures. (...) Et la totalité de vos publicités, à 100 %, John, ont été négatives.

J. McC. C'est faux !

B. O. C'est tout ce qu'il y a de plus vrai. (...) L'équipe de campagne du sénateur McCain a dit publiquement la semaine passée que si nous continuons à parler de crise économique, nous perdrons. Donc nous avons besoin de changer de sujet. Je serais ravi qu'au cours des trois prochaines semaines nous parlions d'économie, de système sanitaire, d'énergie et de savoir comment les Américains vont pouvoir envoyer leurs enfants à l'université. (...) Si vous voulez qu'on parle du congressiste Lewis, qui est un héros américain, il a surgi dans ma campagne en déclarant qu'il était très choqué de ce qu'il avait entendu dans certains des meetings de votre colistière dans lesquels, lorsque mon nom était prononcé, les républicains criaient des choses comme « Terroriste ! », « Tuez-le ! », et votre colistière à aucun moment ne les a arrêtés ou a dit « Attendez un instant, ceci est totalement déplacé ». Et je crois que ce que le congressiste Lewis signalait était qu'il nous faut faire attention à la gestion de nos supporteurs. (...)

J. McC. Je voudrais dire de façon catégorique que je me sens très fier des per-

Sénateur Obama, je ne suis pas le président Bush. Si vous vouliez vous présenter contre le président Bush, il fallait le faire il y a quatre ans

John McCain

sonnes qui assistent à nos meetings. Lorsque 10 000, 20 000 personnes assistent à des meetings, il y a toujours des personnes incontrôlables. Vous le savez. Et j'ai – et nous avons – toujours dit que c'était inapproprié. (...) Nous avons besoin de connaître en détail le rapport précis du sénateur Obama avec M. Ayers, un ancien terroriste. Et nous avons besoin de connaître aussi son rapport avec Acorn [Association of Community Organisation for Reform Now, soupçonnée d'inscriptions litigieuses sur les listes électorales], qui est actuellement sur le point de réaliser peut-être l'une des plus grandes fraudes dans l'histoire des votants de ce pays, de peut-être détruire le tissu de la démocratie. La même organisation à laquelle votre campagne donna 832 000 dollars pour « l'illumination et la sélection de l'emplacement ». Toutes ces choses ont besoin d'être examinées, bien sûr. (...)

B. O. (...) En réalité M. Ayers est devenu la pièce centrale de la campagne du sénateur McCain durant ces deux ou trois dernières semaines. Ils se sont focalisés sur cette question. Alors éclaircissons les choses. Bill Ayers est un professeur d'éducation à Chicago. Il y a 40 ans, lorsque j'avais 8 ans, il a commis des actes méprisables avec un groupe radical national. J'ai vivement condamné ces actes. Il y a dix ans, il a travaillé, comme moi, au bureau d'une association pour la réforme scolaire qui a été fondée par l'un des anciens ambassadeurs de Ronald Reagan et un ami proche, M. Annenberg. (...) M. Ayers n'est pas impliqué dans ma campagne. Il ne l'a jamais été. Et il ne sera pas un de mes conseillers à la Maison Blanche. (...) [Acorn] n'a rien à voir avec nous. Nous n'y avons pas participé. (...)

